

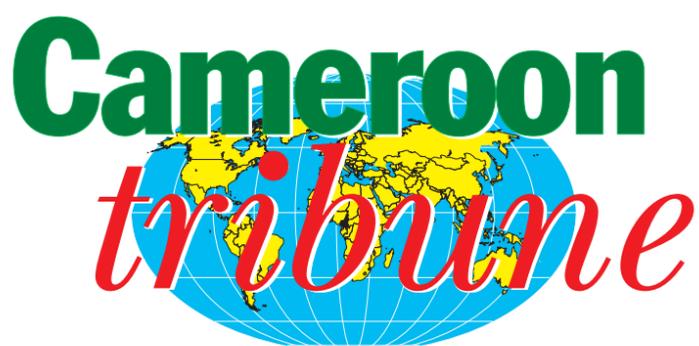
Conference On Sustainable Dev't

PM Dion Ngute In Germany

■ The Prime Minister, Head of Government, Joseph Dion Ngute will on 7-8 October 2024, represent President Paul Biya at the First Hamburg Sustainability Conference. p.3

Directeur de la publication / Publisher :
Marie-Claire NNANA

Tél. : (237) 222 30 41 47
Web : www.cameroon-tribune.cm



Monday/Lundi

October 7 octobre 2024

N° 13203 / 9402 51st Year / 51^e année

400 FCFA



Eliminatoires de la CAN 2025

Les Lions de retour



■ Les 24 joueurs retenus par le sélectionneur, Marc Brys, sont attendus dès ce lundi au Hilton hôtel de Yaoundé pour le stage préparatoire à la double confrontation contre le Kenya, comptant pour les 3^e et 4^e journées. pp.30-31

Grand prix Chantal Biya

Wesley Van Dyck vainqueur

■ Le Belge a remporté la course clôturée samedi dernier par l'étape Sangmelima - Yaoundé. Il a devancé l'Algérien Yacine Hamza, et son compatriote Heylen Wannes. pp.30-31

Floods In West Region

Governor Visits Victims

■ Accompanied by other administrative officials and environmental experts, Awa Fonka Augustine who was at the unfortunate site in Fokoue Subdivision on October 3, 2024, transmitted the message of encouragement and sympathy of government and got first-hand information for hierarchy. The population has been urged to respect flood prevention Forecasts. p.15

■ A lire dans
Chroniques

• **Curbing Terrorism Funding: Salutory Partnership**
• **Nations unies : la juste place pour chacun**

pp. 6-7

Image



D'attaque !

■ Dans les fictions, les brigades canines font rêver beaucoup de cinéphiles, quand grâce à des chiens en parfaite harmonie avec leur maître, des enquêtes sont résolues ; ou encore ces animaux facilitant la vie à des personnes vivant avec un handicap. Ces scènes parfois irréalistes doivent inspirer beaucoup de dresseurs locaux qui souhaitent dépasser le stade des « debout », « au pied », « coucher », qu'on attend généralement chez nous... En tout cas, ce tandem semble sur le bon chemin.

Cameroon tribune

Une publication de la Société de Presse et d'Éditions du Cameroun / A publication of the Cameroon News and Publishing Corporation - Siège: Route de l'aéroport / Headquarters: Airport road -
BP / P.O. Box: 1218 Yaoundé -
Tél.: (237) 222.30.41.47 - 222.30.36.89 -
222.30.41.48 Fax: (237) 222.30.43.62 - Site web :
<http://www.cameroon-tribune.cm> -

Directeur Général, directeur de la publication / General Manager, Publisher:

Marie-Claire NNANA

Directeur Général Adjoint / Deputy General Manager:
Shey Peter MABU

RÉDACTION / EDITORIAL STAFF

Directeur-adjoint/ Deputy Managing Editor:

Richard KWANG KOMETA

Rédacteur-en-chef/Editor-in-chief :

Yves ATANGA

Vente, abonnement et distribution : Direction Commerciale et Marketing Tél.: (237) 242 09 44 59 / (237) 242 09 44 58 / 677 88 91 65

Publicité/Advertisement:
SOPECAM Marketing and Communication (SMC)

Yaoundé : Tél. : (237) 222 30 41 47 / 222 30 32 26 / 222 69 37 67 - GSM : (237) 675 77 05 81 / 675 53 34 22

Douala : Tél. : (237) 33 42 96 88 / 222 71 50 78 - GSM (237) / 675 47 83 45 / 675 77 55 01

IMPRESSION/PRINTED BY : SOPECAM
Distributeur : SOPECAM

Photo : Serge KOUAM (CT)

Agenda

Aujourd'hui Conférence

The Prime Minister, Head of Government, Chief Dr. Joseph Dion Ngute represents the President of the Republic, Paul Biya, at the First Hamburg Sustainability Conference, beginning today October 7, 2024 in Germany at 11:00 a.m Cameroon time.

Travail décent

Le ministre du travail et de la Sécurité sociale préside aujourd'hui au Star Land Hôtel de Yaoundé dès 9h, la cérémonie marquant la journée mondiale du travail décent.

Habitat

« Jeunesse camerounaise: acteur clé pour la modernisation de nos villes » est le thème de la commémoration ce jour à Ebolowa de la journée mondiale de l'Habitat, sous la supervision du ministre de l'Habitat et du développement urbain.

Arbitrage

En prélude au Colloque de l'African Arbitration Association, une conférence de presse se tient à 10h dans la salle de conférence du ministère de la Justice.

Demain

Lions indomptables

Suite au Hilton Hôtel de Yaoundé du regroupement des Lions indomptables en vue de la préparation des matchs comptant pour les 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN 2025.

Les gens

Ibrahima Yaya

■ Las des agressions, enlèvements, assassinats et viols, dans les taxis, Ibrahima Yaya, président national du Groupement des transporteurs terrestres du Cameroun a initié une rencontre entre les syndicats des transports urbains et la presse. Son objectif : faire entendre la voix des syndicats dans la lutte contre ce phénomène grandissant dans les grandes métropoles. Avec une vingtaine d'assassinats de chauffeurs en seulement deux mois dans la région du Centre, le président du GTTC attire l'attention de l'opinion publique et propose des solutions concrètes : contrôle systématique de tous les taxis avec identification des numéros de portière, réinstallation d'une autorisation de sortie de la ville, mise sur pied d'une task-force placée sous la supervision des ministères de l'Administration territoriale et des Transports...Des idées pertinentes, assurément.



Bruno Genesio

■ Le club français de Lille a réalisé un petit exploit en dominant le Real de Madrid (1-0), en Ligue des champions mercredi dernier. Une performance qui restera dans ses annales et qu'il doit en grande partie à son entraîneur, Bruno Genesio. Ce dernier a métamorphosé une équipe en mauvaise posture ces dernières années. Le plan tactique du technicien a en tout cas empêché le déploiement offensif du Real, tenant du titre, face à des joueurs quasi anonymes. S'il n'est pas très connu au-delà de la France, Bruno Genesio est pourtant le troisième entraîneur à avoir dominé Pep Guardiola, José Mourinho et maintenant Carlo Ancelotti. Il est désormais question pour les Dogues de confirmer cet exploit en Ligue 1 française mais aussi lors des prochaines journées de Ligue des champions.



Talk Shop

Gender-Based Violence Against Men

Yesterday, a drinking spree in Molyko - Buea suddenly came to a halt when a female gender activist stormed the gathering and preached against gender-based violence meted on women by men. She pointed out how some men beat their wives, don't provide food money etc. The activist exhorted the men to adore their spouses. But before she could finish her campaign, one of the revellers interjected. He told the lady that men suffer gender-based violence more than women. The man pointed out that most women beat their husbands mercilessly, but out of shame they don't report such cases. Some women are fond of not wanting any of their husband's relative to live with them. As if these are not enough, some women have also imposed themselves as accountants over their husbands' salaries - deciding how the money is spent and stifling their freedom of association. The joy many men get outside suddenly turns into anguish once they return home due to constant nagging and yelling from their wives. As he spoke, his peers, drunk to stupor, chanted in unison: "It must stop." They plan to form an association to reverse the trend. Could their plan be a result of drunkenness or they were really serious? Let's wait and see.

Kunyui NGONMENYUI

Coup d'Griff

Age dort

Un septuagénaire est dans un cul-de-sac à Douala. Il est en effet sous la menace de sa « meilleure petite ». Cette dernière, âgée de 31 ans, est prête à publier leur intimité, si le « Sugar Daddy » ne lui verse pas deux millions de F, pour le financement du voyage de son cadet. Chantage sans vergogne, qui fait partie des risques du « métier », diraient les initiés. Peut-être que la jeune dame connaît la qualité de son « service ». Du coup, à chaque fois qu'on recherche plus de vibrations, il faut être prêt à payer le prix. Mais les plus vicieux vont sans doute se demander ce que le « papy » cherche dans le monde des jeunes. A son âge (71 ans), on s'occupe de ses petits-enfants et on fait du sport. Ça chasse l'AVC. Car, les jeunes de la génération 2.0 n'ont pas froid aux yeux. Ils préparent eux-mêmes leur kidnapping et se partagent la rançon. En tout cas, ils sont prêts à s'engager dans tout ce qui rapporte l'argent. Mais est-ce que le grand-père des gens savait alors ?

Azize MBOHOU

Conférence sur le développement durable

Joseph Dion Ngute en Allemagne

■ Le Premier ministre, chef du gouvernement prend part, dès ce matin à Hambourg, au nom du chef de l'Etat, aux travaux qui ont pour but de réfléchir sur de nouveaux partenariats pour l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

Jean Francis BELIBI

« Tirer parti de la transformation ». C'est sur ce thème que s'ouvre ce jour, la Hambourg Sustainable Conference (Hsc), ou Conférence de Hambourg sur le développement durable. Il s'agit d'une initiative de la diplomatie allemande qui souhaite mettre sur pied un nouvel instrument d'influence international, au même titre que certains regroupements existant déjà dans des domaines aussi variés que la sécurité et autres. Cas notamment du Forum de Paris pour la paix ou encore de la Conférence de Munich sur la sécurité. Le président de la République, Paul Biya, sera représenté à cette importante rencontre par le Premier ministre, chef du gouvernement. Joseph Dion Ngute a quitté Yaoundé à cet effet samedi dernier. La rencontre de Hambourg, est organisée sous le patronage du chancelier fédéral allemand, Olaf Scholz, et

elle verra la participation de responsables d'organisations internationales, à l'instar de la Banque mondiale, du G7, du G20... Ils se retrouveront aux côtés de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement. Il est notamment attendu d'importantes annonces par le gouvernement allemand. Il s'agira, pour les participants, d'élaborer des stratégies et favoriser de nouveaux partenariats afin de faire progresser les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Les travaux vont se dérouler autour de trois forums et cinq pôles axés sur la refonte des systèmes financiers internationaux, la stimulation des investissements dans les ODD. D'autres points de discussions devraient inclure de nouveaux cadres législatifs sur l'intelligence artificielle, une fiscalité progressive et des initiatives de tarification du carbone. On devrait également discuter de la réforme des banques multilatérales de développement, des engagements internationaux en matière de transport maritime et aérien et du soutien aux systèmes alimentaires résilients dans les pays émergents et les économies en développement.

Co-organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), la Conférence de Hambourg se propose d'être la première d'une série de rencontres similaires qui se tiendraient sur une base annuelle. Des éditions sont ainsi prévues en 2025 et 2026. La participation du Cameroun à cette importante rencontre revêt une importance significative dans le cadre de sa relation avec l'Allemagne.



Joseph Dion Ngute va porter la vision du chef de l'Etat sur les problématiques abordées par les travaux de Hambourg.

Presidential Election 2025

UPC Delegation Meets Prime Minister



Prime Minister listened attentively to the delegation.

■ Led by Robert Bapooch Lipot, they were received by the Head of Government, Joseph Dion Ngute on October 4, 2024.

Eulalia AMABO

Ahead of the upcoming Presidential election scheduled for next year, a delegation of the Union of the Peoples of Cameroon (UPC) led by Robert Bapooch Lipot (elected Secretary General of the party during the 2012 congress) have reaffirmed their support for the candidacy of Paul Biya of the Cameroon People's Democratic Move-

ment (CPDM). Received by the Prime Minister, Head of Government, Joseph Dion Ngute on October 4, 2024, the members of the political party represented in the Senate, note that the support is in accordance with an alliance signed between the UPC and the CPDM in 1992.

In a statement to reporters after the audience, Robert Bapooch Lipot explained that their decision is equally within the framework of an observed link between the vision of one of the founding fathers of UPC, Um Nyobe, and some policies of President Paul Biya. "We came here today to reaffirm our support to the Head of State, His Excellency Paul Biya, during the next Presidential

election. We want to bring our support to our candidate, President Biya Biya because UPC is still maintaining the alliance that we have with the CPDM, the alliance that we built together taking into consideration the fact that there is a link between Um Nyobe's vision for Cameroon and what the Head of State has put in place for the interest of our nation," he said. To the official of the "party of the crab", the alliance between the two parties is the main reason for their support to the candidacy of Paul Biya. In simple terms, the Union of the Peoples of Cameroon will not be presenting a candidate for the Presidential election when the electoral colleague will be convened.

Conférence de Hambourg sur le développement durable

Le PM représente le chef de l'Etat

■ Le communiqué de presse parvenu à la Rédaction

« Le Premier ministre, chef du gouvernement, Chief Dr Joseph Dion Ngute a quitté Yaoundé samedi soir pour l'Allemagne, où il représentera le président de la République, Son Excellence Paul Biya, à la 1ère Conférence de Hambourg sur le Développement durable, prévue du 7 au 8 octobre 2024.»

Yaoundé, le 4 octobre 2024
Le Directeur de Cabinet,
(é) BALUNGELI Confiance EBUNE

First Hamburg Sustainability Conference Prime Minister Represents Head of State

■ Below is a press release from the Prime Minister's Office.

"The Prime Minister, Head of Government, Chief Dr. Joseph Dion Ngute, will leave Yaounde this evening for Germany, to represent the President of the Republic, His Excellency Paul Biya, at the First Hamburg Sustainability Conference, scheduled to take place from 07 to 08 October 2024."

Yaounde, 04 October 2024

(s) BALUNGELI Confiance EBUNE
The Director of Cabinet

19^e Sommet de la Francophonie

L'innovation au service de la jeunesse

■ Représentant du chef de l'Etat aux assises organisées les 4 et 5 octobre derniers en France, le ministre des Relations extérieures a pris part à une série d'activités qui ont tourné autour de cette problématique.

Synthèse de Lucien BODO

Le 19^e Sommet de la Francophonie tenue les 4 et 5 octobre derniers à Villers-Cotterêts, en France, avait une saveur particulière pour le Cameroun. Le pays ayant abrité les 4 et 5 novembre 2023, à Yaoundé, les travaux de la 44^e session de la Conférence ministérielle, préparatoire aux assises qui viennent de s'achever. Assises auxquelles le chef de l'Etat était représenté par le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella. Ce dernier a d'abord participé à la 45^e session de la Conférence ministérielle de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) organisée au Centre de conférences du ministère français des Affaires étrangères et de l'Europe. En marge de cette rencontre, Lejeune Mbella Mbella a eu une audience, à sa demande, avec son homologue de la République centrafricaine, Sylvie Baïpo-Temon. Un tête-à-tête qui a permis aux deux personnalités de se projeter sur le renforcement de la coopération, déjà

solide, entre leurs pays respectifs. Il a ensuite pris part à la séance inaugurale du Sommet le 4 octobre et à la cérémonie de clôture intervenue le lendemain. Cette année, les échanges ont porté sur le thème : « Créer, innover et entreprendre en français ». Le ministre des Relations extérieures a d'ailleurs modéré une table-ronde sur cette thématique, avec un focus sur l'emploi des jeunes. Cette session a réuni les chefs de délégations et des jeunes afin d'engager la discussion sur la thématique centrale du Sommet et de statuer sur les demandes d'adhésion, entre autres. Il s'agit de l'une des innovations enregistrées cette année. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont en effet échangé, pour la première fois, avec de jeunes créateurs, innovateurs et entrepreneurs qui ont parlé de leurs réussites, mais également les défis qu'ils rencontrent.

Sur le fond, trois axes majeurs ont marqué ce sommet. La question de l'emploi des jeunes a été au centre des discussions, avec la volonté de créer des solutions concrètes, tant au sein de l'OIF que dans les États



Le ministre Mbella Mbella lors de la table-ronde sur l'emploi-jeunes.

membres, pour offrir à la jeunesse des opportunités d'insertion professionnelle en langue française. Ensuite, l'Organisation compte de nouveaux observateurs : Angola, Chili,

Nouvelle-Écosse (Canada), Polynésie française (France) et Sarre (État allemand). Par ailleurs, apprend-on, des pays comme Chypre et le Ghana ont vu leur statut évoluer pour de-

venir membres de plein droit, témoignant de l'attractivité croissante de l'OIF. Les travaux ont par ailleurs abouti à l'adoption de trois textes, notamment la Déclaration du Som-

Recommandations du Grand dialogue national

La mise en œuvre progresse

■ Vendredi dernier, PRC TV, la chaîne de télévision de la présidence de la République, a proposé une programmation spéciale pour faire un bilan de ces assises, notamment dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, cinq ans après leur tenue.

Ouvert le 30 septembre, le Grand dialogue national s'était achevé le 4 octobre 2019. Cinq ans plus tard, PRC TV, la chaîne de télévision de la présidence de la République, a proposé à ses téléspectateurs une programmation spéciale vendredi 4 octobre 2024. Lancées à 18h, ces émissions portaient sur les recommandations formulées concernant la situation dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. En effet, si le Grand dialogue national a été l'occasion d'examiner les problèmes divers de l'ensemble du pays, ces deux régions ont bénéficié d'un traitement spécifique, au regard de la crise sociopolitique qui y sévit. La programmation spéciale de PRC TV a débuté à 18h. Au menu : des reportages, commentaires et analyses, des interviews d'acteurs de terrain (maires, autorités administratives et traditionnelles, etc.) et des extraits de discours du président de la République, Paul Biya, initiateur du Grand dialogue national.

À partir de 21h, les téléspectateurs et internautes ont eu droit à la grande

première du programme « Face à la République ». Pour cette émission inaugurale présentée par Jean Atangana et Ebenezer Winnyawoko Motale, un débat a été organisé sur le thème : « Le président Paul Biya, le Grand dialogue national et la résolution de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ». Face à ce duo, deux invités : David Abouem à Tchoyi, ancien gouverneur de région, consultant des questions de décentralisation ; et Gregory Ntemoyok Mewanu, maire de Kumba, commune du Sud-Ouest affectée négativement par la crise.

Au chapitre des avancées évoquées pendant l'émission, le plan présidentiel de reconstruction et de développement a permis de réhabiliter plusieurs infrastructures et d'en construire de nouvelles, avec l'aide de partenaires étrangers et nationaux issus du secteur privé. Par ailleurs, la loi de 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées a renforcé l'autonomie de ces dernières et abouti à la mise en place des régions. Avec un statut spécial pour le Nord-Ouest



Des avancées appréciables et encore des défis.

et le Sud-Ouest. Une loi a également été adoptée pour renforcer l'usage égal du français et de l'anglais. Durant le programme, des reportages ont été réalisés avec l'apport des gouverneurs pour s'imprégner de la vie dans les centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration,

où les effectifs grossissent au fil des jours.

Ce sont ces différentes mesures et d'autres qui ont permis une évolution positive de la situation. Mais, dans le même temps, de nombreux défis restent encore à relever pour un retour définitif à la paix. Il faut, entre autres,

mobiliser davantage de ressources financières pour la reconstruction et faire beaucoup mieux en ce qui concerne les moyens mis à la disposition des collectivités territoriales décentralisées pour leur permettre de mieux remplir leur mission.

Synthèse de L. B

Healthcare Delivery In NW Regional Assembly, Councils Better Equipped

■ The stakeholders meeting on managing health structures within the decentralization context held in Bamenda on September 30, 2024 with key recommendations.

Emmanuel KENDEMEH

The population of the North West Region, henceforth expect a better delivery of healthcare following the meeting of healthcare stakeholders that took place in Bamenda on September 30, 2024 during which the evaluation of the use of powers and resources transferred by the Ministry of Public Health to Regional and Municipal Councils was made as well as recommendations for harmonious and proper functioning.

North West Regional Governor Adolphe Lele Lafrique presided at the meeting attended by officials of the central services of the Ministry of Public Health, Health Regional Delegation officials, Health District Medical officers, Regional Assembly officials and Mayors. It served as an occasion for the team leader from the Ministry Dr Idrisu Mbuih who is Subdirector of Primary Healthcare to drill the parti-



Health stakeholders united for better healthcare service in the North West.

cipants on the health system and structure in Cameroon. They were also drilled on the legal framework on decentralization, particularly laws and decrees that relate to the transfer of powers and corresponding resources by the State to Regional and Municipal Councils in matters of health. Decree No. 2023/132 of February 10, 2023 setting the terms of exercise of certain skills transferred by the State to Regions in health matters provides that Regions: construct third and fourth category hospitals, namely Regional and District Hospitals in ac-

cordance with the health map drawn up by the State. They are also endowed with the powers for the equipment, management and maintenance of Regional and District hospitals, support for health training under the Region's supervision and also participation in the organization and management of the supply of essential medicines, reagents and medical devices in accordance with national health policy. The law transfers to Municipal Councils civil status registration. The Regional Delegate of Public Health for the North-West Region,

Dr Che Kingsley disclosed that the region has 21 Health Districts. He presented challenges such as some mayors who just get the needs from District health officers and draw up projects for sponsorship, health pyramid and map not respected, creation of health facilities without sites. Mayors raised the problem of nurses they recruited and the Minister has withdrawn credit cards for that purposes, lack of medical staff, among others. Recommendations were made to Mayors and supervisory authorities.



met, la Déclaration de solidarité avec le Liban, et la Résolution sur les crises dans l'espace francophone.

Présidentielle 2025 L'UPC soutiendra Paul Biya



Une copie de l'alliance de 1992 remise au ministre Atanga Nji Paul.

■ Une délégation de cette formation politique conduite par Robert Bapoo Lipot l'a réitéré vendredi dernier au ministre de l'Administration territoriale, Atanga Nji Paul.

Jean Francis BELIBI

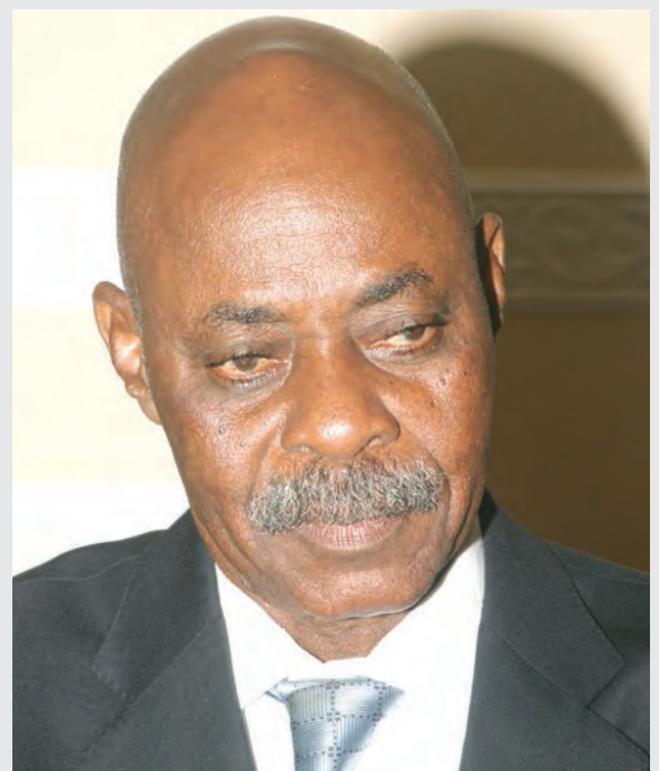
La rencontre s'est voulue très brève vendredi dernier entre le ministre de l'Administration territoriale, Atanga Nji Paul et la délégation de l'Union des populations du Cameroun (UPC) conduite par Robert Bapoo Lipot, membre de cette formation politique. « Se référant au contexte, j'ai eu l'occasion de réaffirmer officiellement et solennellement que l'Union des populations du Cameroun

soutiendra la candidature du président Paul Biya à l'élection présidentielle de 2025 », a-t-il fait savoir à la presse, l'issue de l'entretien. L'action engagée par ces responsables de l'UPC se veut « l'exécution des engagements pris par notre très regretté SG Augustin Frédéric Kodock, mais aussi, de notre devoir d'apporter notre soutien à un homme, le président Paul Biya qui, depuis son accession à la magistrature suprême, a fait de son magistère, une tribune où l'Union des populations du Cameroun a retrouvé son honneur », a poursuivi Robert Bapoo Lipot. Une copie de l'alliance politique signée entre le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) et l'UPC, signée le 28 septembre 1992 a été remise au ministre de l'Administration territoriale.

Elections Cameroon Le Conseil électoral encore endeuillé

■ Jules Mana Nschwangele, membre depuis 2008, est décédé samedi dernier à Kribi des suites de maladie, à 82 ans.

Presque une semaine jour pour jour après la disparition de Pierre Roger Efadene Bekono, la grande faucheuse vient encore de frapper le Conseil électoral d'Élections Cameroon (Elec-cam). Jules Mana Nschwangele est décédé le week-end dernier à Kribi des suites maladie. Il était âgé de 82 ans, lui qui faisait partie de la première cuvée des membres du Conseil électoral. Enseignant de formation, le disparu était titulaire d'un Certificat d'aptitude professionnel des collèges d'enseignement général (Capceg) et d'un diplôme de professeur des lycées d'enseignement général. Ce qui lui a permis d'occuper de nombreux postes de responsabilités à la tête de certains établissements et dans les services centraux de ce qui était à l'époque le ministère de l'Éducation nationale où il a notamment travaillé de 1981 à 1990. Originaire d'Ebome dans le département de l'Océan, Jules Mana Nschwangele embrasse ensuite une carrière politique qui l'a tour à tour mené à la tête de l'ex-commune rurale de Kribi. Il a ensuite été membre de l'organe délibérant de la Communauté urbaine de Kribi. En 1993, il est nommé au conseil d'administration de la Société nationale des Hydrocarbures (SNH).



Jules Mana Nschwangele quitte définitivement la scène.

Le 30 décembre 2008, lors de la mise en place du premier Conseil électoral d'Élections Cameroon, Jules Mana Nschwangele figure parmi les personnalités nommées à ce moment-là par le président de la République. Il a depuis lors vu son mandat renouvelé au sein de cet organisme chargé du processus électoral et référendaire au Cameroun.

J.F.B.

Curbing Terrorism Funding: Salutory Partnership

The ideal situation will be for there to be no possibility to sponsor terrorism. However, the reality has been different. Fortunately, it can never be a fatality living with such sadism. Over the years, countries have grappled with the painful imposition of acts that not only go against existing systems, but which curiously end up constituting sources of despair and mayhem mostly to innocent citizens. Such victims are collateral damage in the hands of people, who, in the absence of arguments to defend their views, end up resorting to terrorism and other forms of barbarism intended to drive home hard-to-swallow pills. Cameroon, that has for decades prided herself as a haven of peace suddenly found the dynamics reversed with the extremist Boko Haram sect in the Far North Region over a decade ago. Several years ago, the crisis in the South West and North West regions raised its ugly head. Both challenges have been about national sovereignty and the attempts by either the sponsors or their networks on the ground either trying to take part of the country for their heinous activities or divide people and communities from the national polity. Boko Haram sought to create a caliphate in the Far North with an extension into Nigeria where the sect had its origins. That could easily be qualified as external invasion and was tackled accordingly. With the separatist agenda in the South West and North West Regions, the stakes have been dicey, although the consequences are the same. Human lives lost, property destroyed, with internally-displaced people and even refugees in some cases. Again, both instances of violence have often proven to benefit from sponsorship at home and abroad, thereby making the quest for solutions more demanding even for the State.

News of the government of Norway finally getting into action by arresting one of the unapologetic promoters of the atrocities in the restive regions of the South West and North West, Lucas Ayaba Cho, on 24 September, 2024 has been greeted with enthusiasm across the country. Many see and hope that it should be able to send home a message to others that no one responsible for the destruction in the two regions can hide. It would appear that he will be taken to Oslo Courts to answer "charges based on his various expressions on social media" which of course have direct bearing on the havoc that has been unfolding in the two regions since 2017. Whatever twist people may want to give to his trial, the fact remains that his arrest is a plus to the effective diplomatic measures that Cameroon has opted for in seeking lasting solutions to the unrest. President Paul Biya has repeatedly urged foreign partners that harbour those sponsoring terrorism in Cameroon to do the needful against the scourge. This position has been unwavering. Speaking in his State-of-the-Nation's address on 31 December 2022, President Paul Biya stated that: "I also thank our partners for their multifaceted support, and particularly the United States of America for its decisive action in prosecuting those who help to finance terrorist activities in Cameroon from abroad. I urge other friendly countries to follow suite so

that the resumption of development activities can be accelerated in the said regions." It is within this context that the recent arrest can be understood. Of course, while receiving New Year wishes from the diplomatic corps in Yaounde on 3 January, 2023, the Head of State still harped on the issue by saying: "As I mentioned earlier on, there are multiple lingering security crises worldwide. Unfortunately, Africa remains the theatre of many armed conflicts. Such conflicts, regardless of form or justification, truly impede development and affect innocent people. Of course, it is incumbent upon every State to take the necessary and useful measures to maintain peace within its borders or with its neighbours. However, I wish to appeal to the international community to pay greater attention to the crises and conflicts occurring on the African continent." Thus, while taking cognizance of the argument that the situation in the South West and North West regions is an internal matter, the role of partner-countries cannot be undermined. Signals such as those sent by the United States in the past years and now Norway joining the queue will certainly send a strong message to warmongers.

No one needs to be naïve about the internal factors of ransom from kidnappings that have been rampant in the two regions. Such funds have equally played a major role in prolonging the crisis. It requires much internal vigilance at all levels in the country. In addition, communication on cases of arrest may also impose a certain level of

Richard KWANG KOMETA

streamlining to avoid over-blowing the trumpet of the wrong people. There could be some negative stardom being created around certain arrests just because people see in them a panacea to the existing problems. Such a conclusion could be cheap and preposterous. Some of the root causes of the terrorist acts in the country which government has been trying to address through reconstruction measures could remain veritable game-changers if they are fully implemented. Such an example is the Major National Dialogue held from 30 September to 4 October, 2019. A full implementation of the conclusions arrived at during the conference could change much in the right direction. Their effects on the ground could easily contribute in cutting the ground under the feet of those trying to develop a war-economy from the conflicts in the country. An economy of that nature is certainly of bad-taste to the national psyche and to the much-cherished development goals proffered by the Head of State.

Even the cross-border nature of most terrorist activities has been such that nations have a much-greater advantage cooperating to stem the tides rather than holding on to the interests of sponsors. By obliging the state to make the choice between defending the population or negotiating with warmongers, answer is not far-fetched. Especially in cases whereby the population readily collaborates with the defence forces as the Army-nation synergy has demonstrated in Cameroon over the years. Adding the support of partners to such synergy will evidently curtail funding sources for terrorists.

Nations unies : la juste place pour chacun

Le discours très convenu des dirigeants du monde sur la réforme du système des Nations unies, et particulièrement celle du Conseil de sécurité cache mal une persistance du désir d'hégémonie chez les plus puissants. Alors que le sujet est encore revenu sur la table lors du débat général de la 79e Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, il y a deux semaines, les positions des uns et des autres ne semblent pas vraiment indiquer l'imminence d'un passage à l'acte. Tellement il est difficile de dire si la détermination des uns peut réussir à venir à bout de la langue de bois des autres. C'est de bonne guerre dirait-on, dans un monde en pleine mutation. Avec d'une part, les anciennes grandes puissances, qui ont dessiné les Nations unies dans leur configuration actuelle et qui y sont si confortables qu'elles ne voient aucun inconvénient à y demeurer en l'état. Et de l'autre, les puissances émergentes, qui poussent et réclament une meilleure prise en compte du principe d'égalité, mais aussi des réalités d'aujourd'hui.

Dans ce concert de revendications, le continent africain a évidemment son mot à dire. Et il s'exprime si bien depuis quelques années déjà. Dernier exemple en date, la déclaration du président de la République du Cameroun, lue en son nom par le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella, le 26 septembre dernier dans le cadre du Débat général. Paul Biya en constant défenseur de la réforme en question, l'érige cette fois au rang de priorité. « Etant donné que l'Afrique demeure à ce jour le seul continent ne disposant pas d'un membre permanent au sein

dudit conseil, il devient impératif et urgent que cette injustice soit corrigée et que notre continent puisse disposer à juste titre d'une représentation équitable en qualité de membre à part de cet important organe. Ceci appelle l'octroi de deux sièges permanents avec droit de veto et de deux autres sièges additionnels non permanents. »

La position sans complexe du président camerounais tient d'au moins deux choses. D'abord, son aversion légitime pour les conflits de manière générale. Et pour la guerre en particulier. Ainsi, pour le chef de l'État, la multiplication actuelle des foyers de tension à travers la planète alimente la course aux armements, notamment avec l'usage de plus en plus fréquent des armes de destruction massive, et la menace forte de recours aux armes nucléaires dont le souvenir reste un profond traumatisme pour l'humanité. Paul Biya estime donc qu'il faut inverser au plus vite cette tendance et s'affranchir de la guerre. Pas surprenant de la part de celui qui se présente volontiers comme un « mendiant de la paix » et qui a fait du dialogue et la concertation, une véritable marque de fabrique. Ainsi, le numéro un camerounais pense qu'une présence africaine forte au sein d'un conseil de sécurité réformé peut servir de contrepoids fort face aux va-t-en-guerre et à leurs luttes d'intérêts autour des marchés de l'armement.

L'autre facteur qui peut expliquer l'assurance dans les prétentions affichées par le discours du président de la République, c'est bien la prise de conscience des Africains,

de devenir progressivement le « centre du monde ». Tous les indicateurs de développement convergent vers cette idée : le continent noir est incontestablement le continent de l'avenir. Pour ses richesses naturelles évidemment, pour sa relative virginité en matière d'industrialisation, sa « propreté » en termes de pollution et pour le potentiel immense qu'il représente par conséquent. Les grandes puissances l'ont très bien compris. Aussi bien les géants de l'Occident que les nouveaux pays émergents, tous tournent autour de l'Afrique depuis ces dernières années, comme l'indiquent la multiplication des cadres de coopération : France-Afrique, Chine-Afrique, États-Unis-Afrique, Russie-Afrique, Corée du sud-Afrique, Turquie-Afrique... et la litanie est loin d'être achevée.

Comment alors, dans une telle configuration géopolitique, l'Afrique peut-elle raisonnablement continuer à occuper une position de faire-valoir ? Absolument non ! Voilà qui fonde et légitime les revendications du continent, comme celles de toutes les autres parties du monde qui s'estiment toujours mises en marge de la marche du monde. Car il est évident que le système des Nations ne peut pas continuer d'évoluer avec une absence de l'Afrique dans les cercles de prise de décision. Nous sommes loin, très loin des lendemains de la seconde Guerre mondiale, quand l'histoire s'écrivait en l'absence de certains, au nom de la raison du plus fort.

Aujourd'hui, même si elle balbutie encore son développement, l'Afrique a les arguments de poids pour se mettre en position de force. En tout cas, son statut réel ne cadre plus du tout

avec la faible considération dont elle continue de bénéficier au sein de l'appareil des Nations unies. D'ailleurs, dans ce débat très animé autour de la réforme du Conseil de sécurité, des voix ont osé s'élever pour proposer une admission au rabais des Africains. Par exemple, des membres permanents « sans droit de veto ». Une incongruité qui révèle le niveau de résistance auquel il va falloir s'attaquer pour faire passer la réforme. C'est une bataille âpre qu'il va falloir préparer avec sérieux et détermination. Y aller en rangs serrés serait déjà une force. Car, si jamais le combat pour la réforme était finalement remporté, la question du choix des représentants permanents du continent va inévitablement se poser. Et ce n'est pas à ce moment-là qu'on souhaite voir surgir des problèmes d'égo dont les Africains sont coutumiers. La marche est donc longue et il vaut mieux s'y lancer avec bien plus qu'une volonté commune d'être mieux pris en compte. Les tenants du pouvoir mondial ne lâcheront pas aussi facilement des parcelles de leur puissance. En clair, pour jouer dans la cour des grands, il faudra résolument être un grand. Et si les Africains en doutaient encore, il est temps qu'ils apprennent à se voir comme tels et qu'ils parlent les yeux dans les yeux à ces puissants qui sont prêts à tout pour leur exploiter leurs richesses. L'ONU n'est qu'une première étape. Mais elle serait décisive pour donner aux relations internationales un visage plus conforme avec la réalité des forces en présence.

Yves ATANGA

Lutte contre le travail des enfants

L'Opération Zéro Enfant dans la Mine s'étend à Garoua-Boulai

La 4^e édition du projet, initié par la Société nationale des Mines en 2024, s'est déroulée du 23 au 26 septembre 2024 dans cinq localités de la région de l'Est.

L'«Opération Zéro Enfant dans la Mine» continue à prendre de l'ampleur. Initiée en 2021 par le top management de la Société Nationale des Mines (SONAMINES), le projet a pour principal objectif, de lutter contre le travail des enfants dans les chantiers miniers, l'une des principales causes de la déperdition scolaire et de la sous-scolarisation dans les zones minières. La phase pilote du projet a été implémentée le 21 septembre 2021, avec la remise des dons en manuels et fournitures scolaires à l'école publique de Kambélé III, d'un paquet minimum et du financement partiel des indemnités de certains maîtres de parents de cinq (05) écoles et une école de maîtres des parents de ladite localité. La deuxième édition s'est étendue en plus de Kambélé, aux localités de Betaré-Oya et de Colomine, soit quinze (15) écoles bénéficiaires, dont un Collège d'enseignement secondaire. L'action a été étendue dans sa troisième édition à la localité de Ketté, soit vingt-huit (28) écoles primaires soutenues. Pour l'année 2024, l'opération s'est étendue à cinq arrondissements de la région de l'Est, à savoir : Garoua-Boulai, Betaré-Oya, Ngoura, Beke et Batouri. Au total, trente-huit (38) écoles ont bénéficié d'un paquet minimum, constitué notamment de salaires de certains maîtres des parents, des manuels et fournitures scolaires, du matériel sportif, des tables, chaises, jouets et des appuis divers pour la maternelle. « La Société Nationale des Mines a besoin du soutien de tous et de chacun, car l'éducation de nos enfants et leur avenir est prioritaire et, chacun a son rôle à jouer pour sauver de l'analphabétisme, les enfants des zones minières et leur donner une chance d'être instruits et d'avoir une vie meilleure », a déclaré le directeur général-adjoint de la SONAMINES,

Jonathan Fru, lors du lancement de la 4^e édition de l'opération à l'école publique de Bindiba, dans l'arrondissement de Garoua-Boulai.

Par ailleurs, au cours de cette édition, un accent a été mis sur la sensibilisation et le renforcement des capacités des relais communautaires déjà formés. De même, un point d'honneur a été mis sur des causeries éducatives avec les femmes et les jeunes filles en activité dans la mine. Ce qui rentre en droite ligne avec les composantes santé, sécurité et autonomisation des parents dans les zones minières. Occasion pour leur exposer entre autres, les dangers de l'exploitation minière pour la femme. Par ailleurs, des possibilités de reconversion vers d'autres activités, notamment l'agriculture ou le commerce, ont été évoquées pour ces artisanes. En perspectives, la SONAMINES, en application de la loi de 2023 portant Code Minier, a lancé l'activité de recensement des artisans miniers et leur regroupement en coopératives en vue d'encadrer leurs activités, les soutenir en matériel, atténuer la pénibilité de leur travail et, in fine, racheter leur production. Dans le cadre de l'autonomisation des parents, l'entreprise est en discussion avec des partenaires, qui pourront aider à la reconversion des artisans miniers, dans le sillage de la réhabilitation des sites miniers orphelins. Pour ce qui est des établissements scolaires, la SONAMINES continue les pourparlers avec des partenaires pour le renforcement des infrastructures. C'est le cas d'un projet de construction des cantines scolaires qui est en gestation, de même que les jardins scolaires. En effet, au regard de la progression du nombre des écoles bénéficiaires, de la portée de l'opération sur le terrain avec un réel impact sur le taux de déperdition, l'opération suscite un réel engouement sur le terrain.



Du matériel didactique pour 32 écoles



Un accent mis sur la sensibilisation des femmes et des communautés



L'opération suscite un réel engouement sur le terrain



La Sonamines lutte contre la déperdition scolaire et la sous-scolarisation dans les zones minières

REACTIONS

« Ce soutien va nous permettre de prendre bien soin des enfants »

Evers Tchuaga Wenda, enseignant à l'École primaire publique d'Ouro-Idje (Ketté).



« Nous nous sentons émus pour l'apport de la SONAMINES. Ce soutien va nous permettre de prendre bien soin des enfants et de pouvoir leur dispenser des cours aisément. Nous tenons à féliciter cette initiative de la SONAMINES car elle vise à enlever nos enfants des chantiers miniers et les orienter vers les salles de classe. Car ici, nous constatons que les enfants ont plus de penchant vers les mines. Nous pensons qu'avec ce genre d'initiatives ils vont retrouver les salles de classe »

« Il nous faut de nouvelles salles de classe »

Josette Ntang, directrice de l'école maternelle inclusive de Colomine (Ngoura).



« Nous sommes heureux des dons reçus de la SONAMINES. Nous aimerions que ça continue. A mon arrivée ici, j'avais 82 élèves. L'année où la SONAMINES a commencé à remettre des dons, les effectifs sont passés à 109 élèves. Cette année nous avons 135 apprenants. Il nous faut de nouvelles salles de classe et des enseignantes. »

Commerce extérieur

Bonne performance au 3^e trimestre

■ Les données publiées par la Direction générale des Douanes affichent une hausse des exportations entre juillet et septembre 2024 comparé à la même période en 2023.

Junior MATOCK

Les exportations du Cameroun entre juillet et septembre 2024 sont en nette amélioration. C'est ce qui ressort des données que vient de publier la Direction générale des Douanes. On note ainsi que les principaux produits exportés par le pays sur cette période sont la pâte de cacao, le coton, le beurre, l'huile de cacao, les bois sciés, le caoutchouc, le café, le cacao en fèves, la banane, les bois bruts et le riz.

Du point de vue du volume des exportations, il ressort que le Cameroun a exporté 13 236 tonnes de pâte de cacao contre 8 350 sur la même période en 2023, ce qui traduit une augmentation de 4 887 tonnes. Cette évolution est aussi perceptible sur le coton. Entre juillet et septembre 2024, la quantité exportée se chiffre à 36 244 tonnes alors qu'elle n'était que 27 474 tonnes un an avant. Cette tendance à la hausse est également notée sur les produits tels que le caoutchouc et la banane. Les

chiffres affichent respectivement 16 839 et 67 865 tonnes, soit des hausses de 4 318 et 28 707 tonnes. L'autre fait remarquable se situe au niveau du riz où on est passé de 2 476 tonnes entre juillet et septembre 2023 à 11 500 tonnes sur la période sous revue. Des baisses de performance sont toutefois observées sur d'autres produits. En l'occurrence les bois sciés. Les exportations sont passées de 211 213 tonnes en 2023 à 186 141 tonnes en 2024.

Pour ce qui est des pays vers lesquels le Cameroun exporte ses produits, l'on recense le Tchad, le Bangladesh, les Pays-Bas, la France, les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Chine, etc. Le Tchad étant le pays qui a reçu le plus de produits camerounais, des quantités estimées à 116 512 tonnes. Relativement aux importations, les carburants et lubrifiants occupent la première place, même si l'on note une baisse dans les volumes. En 2023, on en était à 540 533 tonnes, tandis qu'en 2024, les chiffres indiquent 471 309 tonnes. L'importation



Une dynamique à maintenir

du poisson a également progressé car, contrairement aux 53 003 tonnes importées entre juillet et septembre 2023, elles caracolent, sur la même période en 2024, à 63 495 tonnes. Les insecticides (6 937 tonnes), les ciments hydrauliques (754 010 tonnes) et les engrais (51 555 tonnes) ont aussi les plus gros volumes d'importations. Le document de la Douane renseigne aussi sur les 10 principales

origines des produits importés au Cameroun. On y retrouve la Chine, la France, l'Inde, la Thaïlande, la Belgique, les États-Unis d'Amérique, entre autres. En clair, le volume des produits exportés est de 629 965 tonnes alors que les importations sont de 2 728 461 tonnes. Ce qui traduit une hausse des importations par rapport aux exportations sur la période de référence.

Tout ceci remet au goût du jour l'épineuse question des importations. La stratégie mise en place par l'État pour contrer le phénomène reste la politique d'import-substitution en cours d'implémentation. Davantage d'espoirs reposent sur le Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique dont la mise en œuvre est prévue au cours du triennat 2024-2026.

Sécurité aérienne en Afrique centrale

Vers de nouveaux horizons



Une nouvelle ère s'ouvre dans l'aviation civile de la Cemaac.

■ C'est l'une des recommandations de la 6^e session ordinaire du Comité des ministres de l'Assa-Ac tenue à Douala le 4 octobre.

Georges Emmanuel TSAYID

Depuis le 5 septembre dernier, les règlements de base en matière d'aviation civile sont entrés en vigueur au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemaac). Lesdits règlements avaient été adoptés lors de la 40^e session du Conseil des ministres de la Cemaac tenue à Bangui en RCA le 30 octobre 2023. Lors de la 6^e session ordinaire du Comité des ministres de l'Agence de supervision de la sécurité aérienne en Afrique centrale (Assa-Ac) organisée ce 4 octobre à Douala, le président dudit Comité, Herbert Gotran Djono-Ahaba, ministre des Transports et de l'Aviation civile de la Rca, a exhorté les ministres à ne ménager aucun effort en vue de la migration des États vers ce nouveau système réglementaire dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard le 31 décembre 2025.

« Ces premiers livrables formels marquent définitivement notre entrée dans une nouvelle ère, celle de l'uniformisation effective de nos politiques sectorielles en matière d'aviation civile (...). En effet, il importe toujours de le rappeler qu'une

fois cette migration effective, la zone Cemaac sera la deuxième au monde après l'Union européenne à réaliser un tel objectif dans le domaine de l'aviation civile », a indiqué Herbert Gotran Djono-Ahaba. Le Cameroun était représenté à cette session par le ministre des Transports, Jean Ernest Massena Ngallè Bibehé.

La rencontre a également été ponctuée par la signature de la convention de partenariat entre la Cameroon Civil Aviation Authority (Ccaa) et l'Assa-Ac. Ladite convention porte sur le développement des maquettes pédagogiques communautaires et l'organisation des sessions de formation. Le Dg de l'Assa-Ac, Eugène Apombi, a soutenu que cette convention contribuera à combler le déficit en personnels techniques dont souffre la sous-région. A cet effet, l'Assa-Ac élabore des maquettes de formation qui doivent être hébergées dans un centre de formation comme celui de la Ccaa. « Notre école a des infrastructures modernes. Elle est agréée par l'Organisation de l'aviation civile internationale. Nous nous réjouissons de cette reconnaissance. Maintenant, l'ensemble des États de la Cemaac font confiance au Cameroun pour toutes leurs formations techniques. Nous allons donc travailler avec l'Assa-Ac pour développer un certain nombre d'outils pédagogiques, des maquettes communautaires que nous allons dispenser à l'ensemble des techniciens de la sous-région », a expliqué le Dg de la Ccaa, Paule Assoumou Koki.

Financement des projets en Afrique centrale

Un guichet islamique bientôt créé

■ La question a été abordée récemment au cours du conseil d'administration de la Banque de développement de la sous-région, à Ndjamena au Tchad.



Des ressources en plus pour le financement des projets.

Toutes les niches sont bonnes à explorer pour l'accompagnement des projets de développement dans la sous-région Afrique centrale. Le sujet était au centre du conseil d'administration de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (Bdeac) présidé par Tahir Hamid Ngullin, ministre d'État, ministre des Finances, du Budget, de l'Économie et du Plan de la République du Tchad. Le communiqué ayant sanctionné ces travaux vient d'être publié sur le site Web de l'institution, avec pour principal sujet le projet de mise en place d'un guichet islamique à la Banque. « En droite ligne du Plan stratégique 2023-2027 « Azobé », le guichet islamique de la Bdeac fonctionnera parallèlement avec le guichet conventionnel qui finance, depuis la création de la Banque en 1975, le développement des secteurs public et privé. En effet, la finance islamique diffère de la finance conventionnelle en ceci qu'elle prohibe: l'intérêt (la riba), la spéculation et l'incertitude excessive, les activités illicites. En revanche, elle met l'accent sur le financement des actifs tangibles; une prise de risques mesurée; le partage des pertes et des profits et la conformité à la charia », peut-on lire dans le communiqué final. Un projet plutôt bien accueilli par les actionnaires de la Bdeac qui y voient un nouvel outil qui va concourir

à la diversification et au renforcement de ses ressources. En effet, le plan stratégique Azobé 2023-2027 a pour ambition de faire de la Bdeac « le socle du développement durable des économies de l'Afrique centrale ». La mise en place de ce nouveau guichet ouvre une nouvelle fenêtre de mobilisation des ressources financières pour le financement des projets. Il a ceci d'avantageux qu'on pourra bénéficier de ressources sans contraintes liées notamment au taux d'intérêt et autres conditionnalités qui caractérisent les financements classiques. Pour la Bdeac, c'est un soulagement en ce sens qu'elle va désormais disposer de plus de ressources pour doper les économies de la sous-région.

Autre sujet à l'ordre du jour, la mise en valeur des terrains alloués par les États membres. L'Assemblée générale a salué ce programme immobilier de valorisation de ces espaces. Il est prévu entre autres, la construction des résidences des premiers dirigeants de la Banque et d'un complexe sportif et culturel à Brazzaville au Congo, et la construction des représentations nationales de la Bdeac dans chacun des six États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemaac).

Aïcha NSANGOU N.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work -
Fatherland

COOPERATION CAMEROUN - BANQUE MONDIALE

Projet de Remise à niveau des Réseaux de Transport d'Electricité et de Réforme du Secteur (PRRTERS)

PRET BIRD N° 8658 - CM

UNITE D'EXECUTION DU PROJET

AVIS DE SOLICITATION DE MANIFESTATION D'INTERET N° 01134 /ASMI/SONATREL/PRRTERS/SSPM/2024 DU 02 OCT2024 SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE MONDIALE

Nom du Pays: **Cameroon**
Nom du Projet: **Projet de Remise à niveau des Réseaux de Transport d'Electricité et de Réforme du Secteur (PRRTERS)**
Intitulé des missions des Consultants: **Recrutement d'un Consultant pour l'élaboration du plan d'affaire de la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL) à l'horizon 2029**
Prêt BIRD Numéro: **8658 - CM**

Références dans STEP: **CM-SONATREL-450829-CS-CQS**

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), un Prêt pour le financement du Projet de Remise à niveau des Réseaux de Transport d'Electricité et de Réforme du Secteur (PRRTERS) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant: « **Recrutement d'un Consultant pour l'élaboration du plan d'affaire de la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL) à l'horizon 2029** ».

I- CONTEXTE

La loi n°2011/022 du 14 décembre 2011 régissant le secteur de l'électricité a instituée en son article 23, une société à capital public, gestionnaire du réseau de transport de l'électricité, dont les missions, l'organisation et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret du Président de la République. Les décrets n°2015/454 et n°2020/233 portent respectivement création, et réorganisation et fonctionnement de la SONATREL.

La prise en main effective par la SONATREL de la gestion des activités de transport et de gestion du réseau de transport de l'électricité a débuté le 1er janvier 2019.

Selon les contrats de concession de transport de l'électricité et de gestion du réseau de transport de l'électricité signés le 27 avril 2018, la SONATREL doit satisfaire à plusieurs obligations réglementaires, entre autres, la planification, le développement, la tarification, et le suivi réglementaire; éléments figurant dans un document stratégique à savoir « le plan d'affaire SONATREL à l'horizon 2029 (2026-2029) ». En outre, la SONATREL est tenue de:

- Communiquer à l'Autorité concédante et à l'ARSEL, le dossier tarifaire proposant l'évolution annuelle du tarif d'accès et d'utilisation du réseau de transport;
- Élaborer et transmettre chaque année à l'Autorité concédante, un plan décennal de développement du réseau, établi sur l'offre et la demande existantes ainsi que sur les hypothèses raisonnables à moyen terme de l'évolution de la production, de la consommation et des échanges d'électricité sur les réseaux transfrontaliers;
- Définir et soumettre à l'Autorité concédante et à l'ARSEL, la méthodologie d'identification des contraintes susceptibles de dégrader la sécurité, la qualité, la sûreté et l'efficacité du réseau, ainsi que les critères techniques et économiques au vu desquels sont prises les décisions de développement, de réhabilitation ou de renouvellement du réseau public de transport dans le cadre des programmes d'investissement;
- Élaborer et soumettre au plus tard le 30 octobre de chaque année à l'Autorité concédante et à l'ARSEL, le plan décennal actualisé de développement du réseau et le programme triennal d'investissement;
- Soumettre chaque année à l'Autorité concédante après avis conforme de ARSEL, un programme quinquennal glissant des investissements, compatible avec l'équilibre économique et financier du secteur;
- Communiquer à l'Autorité concédante et à l'ARSEL, le rapport annuel sur l'exécution du programme d'investissements;
- Obligation de comptabiliser les nouveaux CAPEX et CWIP suivant le régime fiscal-douanier;
- Obligation de réaliser un inventaire annuel des immobilisations;
- Obligation d'établir et mettre à jour un fichier des immobilisations;
- Obligation de communiquer à ARSEL et au MINEE, les documents de régulation, de contrôle et de performance.

L'élaboration du plan d'affaire couvrant la période 2026-2029 permettra à la SONATREL à terme de remplir ses engagements contractuels vis-à-vis de l'Autorité concédante et de la Banque Mondiale par la définition des objectifs stratégiques de l'entreprise.

II- MISSIONS DU CONSULTANT

Les missions à réaliser par le consultant se présentent comme suit

TÂCHE 1 : Collecter et analyser des données, y compris en tenant des discussions avec des personnes clés de la SONATREL et du secteur de l'électricité:

- o Présenter la situation et les perspectives du secteur;
- o Examiner la mission, la vision, les objectifs, l'organigramme et le mode opératoire de la SONATREL tels que capturés dans les documents statutaires les plus récents de la SONATREL par rapport aux attentes du gouvernement du Cameroun;
- o Examiner la structure organisationnelle de la SONATREL, les rôles et responsabilités de ses organes de gouvernance et des groupes de travail, y compris la surveillance du MINEE et de l'ARSEL;
- o Examiner les performances passées de la SONATREL dans la mise en œuvre de ses trois derniers programmes de travail et budgets annuels;
- o Identifier les défis, le cas échéant, qui ont entravé la SONATREL dans la

réalisation de progrès significatifs dans son mandat dans le passé.

TÂCHE 2 : Proposer des objectifs stratégiques que la SONATREL devra poursuivre pendant la période du Plan d'Affaires et selon les données collectées et les analyses ainsi que les résultats d'une analyse SWOT

TÂCHE 3 : Préparer un plan de travail, y compris un calendrier de mise en œuvre et un programme d'investissement, que la SONATREL devra réaliser afin d'atteindre les objectifs stratégiques

TÂCHE 4 : Proposer une feuille de route et une stratégie de développement organisationnel, y compris un organigramme révisé si nécessaire, qui entre autres:

- o Définit, si nécessaire, une nouvelle structure pour le fonctionnement de la SONATREL qui sera nécessaire pour atteindre les objectifs stratégiques,
- o Tient compte du timing, de l'ampleur et de la portée du soutien des autres partenaires de la SONATREL,
- o Cartographie et attribue la responsabilité des objectifs stratégiques proposés aux entités/départements internes indiqués dans la structure avec les Termes de Référence/Description des responsabilités de chaque entité
- o Identifie les ressources humaines requises par la SONATREL pour mettre en œuvre le Plan de Travail, y compris les descriptions de poste pour chacun des postes identifiés
- o Compare avec des entreprises similaires dans la sous-région/sur le continent africain et intègre les meilleures pratiques.

Le Consultant, dans le cadre de cette Tâche, évaluera également la structure/organigramme actuel de la SONATREL et identifiera les lacunes par rapport à la structure proposée dans le cadre de cette mission et proposera les besoins de renforcement des capacités, y compris les Termes de Référence pour l'assistance technique requise des partenaires. De plus, le Consultant identifiera spécifiquement les besoins de formation de la SONATREL et proposera un programme de formation chiffré sur la période du Plan d'Affaires.

TÂCHE 5 : Identifier les risques associés aux Plans d'Affaires et proposer des mesures d'atténuation appropriées

TÂCHE 6 : Déterminer le budget nécessaire par an pour mettre en œuvre le Plan d'Affaires (y compris le suivi et évaluation et les besoins de renforcement des capacités) et proposer un mécanisme de financement

TÂCHE 7 : Proposer un mécanisme de suivi et d'évaluation du Plan d'Affaires sur la période

III- PRODUITS A LIVRER

Le consultant sélectionné devra fournir au Maître d'Ouvrage, en quatre (04) exemplaires sur papier et sur support électronique au format MS WORD et MS EXCEL pour le modèle économétrique de prévision, les produits suivants:

Mois 1, 2 et 3 :

1. Rapport d'Analyse Initiale et de collecte de Données:
 - Comprend les premières impressions, compréhension des besoins et des objectifs, et une ébauche des étapes prévues pour l'élaboration du plan;
 - Description détaillée des sources de données, des enquêtes prévues, et des entretiens pour recueillir des informations pertinentes;
 - Présentation initiale des données recueillies, mettant en évidence les tendances ou les points clés.

Mois 4 et 5 :

2. Rapport intermédiaire:
 - Comprend les propositions des objectifs stratégiques et les résultats de l'analyse SWOT;
 - Comprend les propositions de plan de travail afin d'atteindre des objectifs stratégiques;
 - Comprend la proposition de feuille de route et de la stratégie de développement organisationnel;
3. Rapport définitif
 - Rapport définitif du plan d'affaires intégrant tous les commentaires et ajustements provenant des réunions de revue.
4. Présentation Exécutive
 - Présentation récapitulative des principaux points du plan d'affaires
 - Présentation du modèle économétrique de prévision des états financiers.

Chronogramme indicatif des activités :

N°	Activités	Chronogrammes
1	Réunion de démarrage	To
2	Soumission du projet de rapport sur la collecte et l'analyse des données, les résultats SWOT et la proposition sur les objectifs stratégiques	To + 5 semaines
3	Réunion d'examen et de validation du projet de rapport sur la collecte de données, les analyses, les résultats SWOT et les objectifs stratégiques	To + 7 semaines
4	Soumission du projet de rapport sur le plan de travail proposé	To + 9 semaines
5	Réunion d'examen et de validation du projet de rapport sur le plan de travail proposé	To + 10 semaines
6	Soumission du projet de rapport sur le budget, les risques et le plan de Suivi & Evaluation	To + 11 semaines

7	Réunion d'examen et de validation du projet de rapport sur le budget, les risques et le plan de Suivi & Evaluation	To + 12 semaines
8	Soumission du rapport final	To + 14 semaines
9	Réunion de validation du rapport final	To + 15 semaines
10	Présentation exécutive (Virtuelle)	To + 16 semaines
11	Soumission du rapport final révisé intégrant les commentaires et contributions des dirigeants	To + 17 semaines

IV- QUALIFICATION DU CONSULTANT ET DESCRIPTION DE L'EQUIPE A METTRE EN PLACE

Le consultant devra justifier les expériences suivantes:

- Expérience générale d'au moins dix (10) années dans le secteur du transport de l'électricité;
- Expérience spécifique d'au moins cinq (05) années dans le domaine de l'élaboration des plans d'affaires dans le domaine de l'électricité.

Le consultant proposera une équipe d'intervention constituée des trois (03) profils clés suivants:

- Expert en stratégie d'entreprise: Ingénieur du génie électrique ou financier économiste ayant une expérience d'au moins 15 ans, et à son actif le développement des stratégies des entreprises du secteur de l'énergie les 10 dernières années et ayant des compétences en définition des visions et élaboration des plans d'actions pour les années à venir. **L'Expert en stratégie d'entreprise agira en tant que Chef de Projet;**
- Expert en Modélisation financière: Analyste financier dans le secteur de l'électricité, jouissant d'une expérience d'au moins 10 ans dans la programmation des investissements du réseau, projection financières, évaluation de la rentabilité des projets et ayant assuré des missions équivalentes dans les cinq dernières années;
- Expert en ressources humaines: en charge de la définition des besoins en personnel, des propositions des plans de recrutement, de formation et développement des compétences pour soutenir la croissance de l'entreprise et l'atteinte des objectifs fixés, et ayant une expérience d'au moins 15 ans.

Tous ces experts devront présenter le minimum d'années d'expérience mentionnée ci-dessus et acquise dans le domaine, et maîtriser les langues française et anglaise (lu, parlé, et écrit).

Les contributions indicatives des Experts en temps en homme/mois se présentent comme suit:

- Expert en stratégie d'entreprise: 3,25 homme/mois;
- Expert en ressources humaines: 1,5 homme/mois;
- Expert en modélisation financière: 1,5 homme/mois.

V- DUREE DE LA MISSION

La durée de la prestation du consultant s'étend sur cinq (05) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage.

VI- PROCEDURE DE SELECTION

Le Directeur Général de la SONATREL invite les firmes de Consultants (ci-après désignés les Consultants) éligibles, à manifester leur intérêt pour la réalisation des présentes prestations. Les consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des dites prestations (brochures, description de missions semblables, expérience dans les conditions similaires, etc.).

Les critères pour l'établissement du classement seront basés sur la qualification du consultant et les profils des experts décrits au point IV.

Il est porté à l'attention des Consultants que **les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives: Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID », Edition Janvier 2011, Mises à jour en Juillet 2014 (« Directives de Consultants »)**, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode « **Sélection Fondée sur les Qualifications du Consultant Coût** » (SQC) telle que décrite dans les Directives de Consultants susmentionnées.

Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne en quatre exemplaires (dont 1 original et 3 copies) ou par courrier électronique suivi d'un accusé de réception au plus tard **le 18 OCT 2024 à 13 heures**, heure locale avec la mention:

Manifestation d'Intérêt pour le « **Recrutement d'un Consultant pour l'élaboration du plan d'affaire de la Société Nationale de Transport de l'Electricité (SONATREL) à l'horizon 2029** ».

Unité d'Exécution du Projet de Remise à niveau des Réseaux de Transport d'Electricité et Réforme du Secteur (PRRTERS) Sise à la SONATREL, Boulevard du 20 Mai, Immeuble CAA, Deuxième Etage.

Téléphone: (+237) 677 751 221

E-Mail: jpzekevo@yahoo.fr avec copie à: carlmukam@yahoo.fr

LE DIRECTEUR GENERAL
MBEMI NYAKNGA

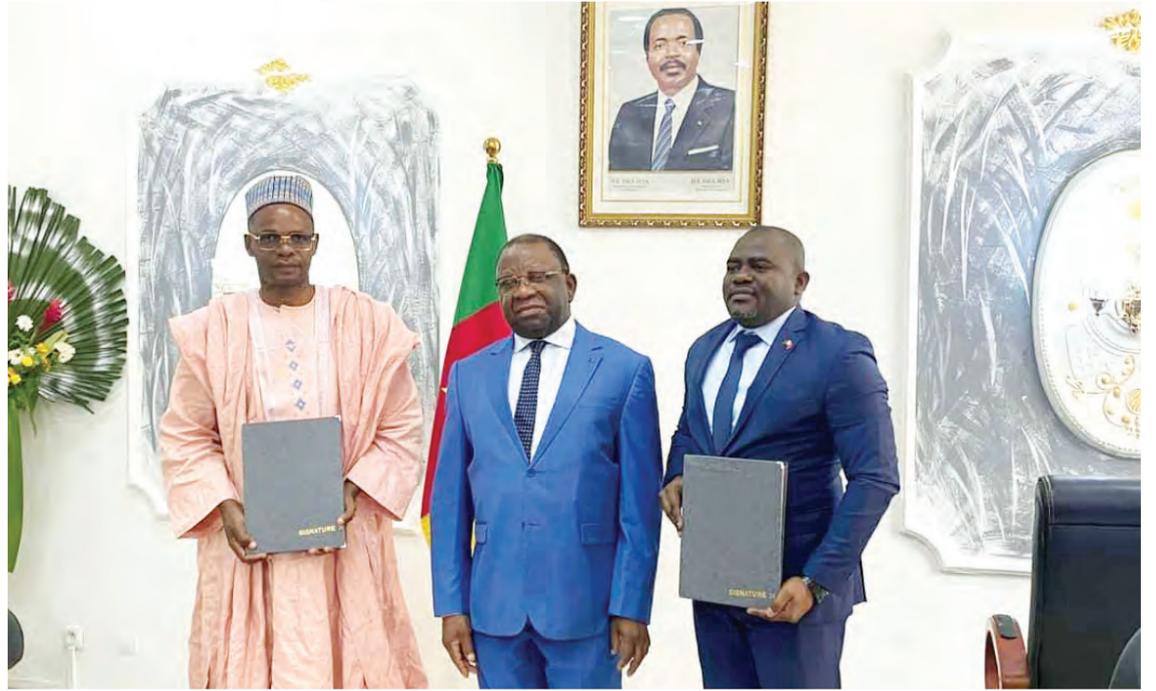
Import-substitution Du concret dans l'agro-pastoral

■ Une convention signée le 2 octobre dernier entre les responsables de la société Geaifac et l'Association d'hommes d'affaires dénommée Turcaba.

Aïcha NSANGOU N.

La salle de conférences du ministère du Commerce (Mincommerce) était le cadre mercredi dernier, à Yaoundé, de la signature de convention entre la société Geaifac et l'Association des hommes et femmes d'affaires dénommée Turcaba. Il s'agissait de sceller un partenariat qui vient accompagner un projet déjà mené par la société Geaifac dans les secteurs agricole, piscicole, aquacole et d'élevage. « C'est un projet qui contribue à la politique de transformation structurelle de l'économie camerounaise. Il faut des acteurs pour sa mise en œuvre sinon on va se confiner au mode incantatoire. Le projet en lui-même, est un robot extrêmement important qui est de nature à permettre la régulation satisfaisante du marché national et comme nous sommes à l'ère de la zone de libre échange continentale, la conquête des débouchés à l'extérieur, l'économie en a besoin », a indiqué Luc Magloire Mbarga Atangana qui a félicité les acteurs de ce projet parrainé par son département ministériel.

Dans les détails, l'association Turcaba va apporter une plus-value en termes d'accompagnement financier, technique, la recherche des financements et des partenaires, le transfert des technologies pour une meilleure rentabilité du projet. « J'insiste sur le fait que cela doit être concret et effectif. La responsabilité aujourd'hui est moins du côté du Geaifac que du côté de Turcaba », a rajouté le Mincommerce. Fabrice Funiba, président de Turcaba a, pour sa part, indiqué qu'il s'agit « d'apporter un coup d'accélérateur à la dynamique d'implémentation de ce projet qui vise la professionnalisation de cinq secteurs prioritaires notamment l'agriculture, la pisciculture, l'aquaculture, la pêche, l'élevage. C'est donc un projet d'envergure qui va avoir son impact dans le vécu des populations rurales. » Le groupe s'engage donc à continuer de jouer son rôle notamment celui d'accompagnement de la politique d'import-substitution en cours de mise en œuvre au Cameroun. « Nous allons mettre notre réseau à contribution pour que l'expertise turque puisse véritablement apporter son savoir-faire dans le cadre du transfert des com-



La matérialisation de ce projet va booster l'import-substitution.

pétences, de technologies. C'est un projet qui touche toute la chaîne de valeur, de la production à la commercialisation. Nous allons également contribuer avec nos réseaux à faire intervenir quelques partenaires financiers », a promis le président de Turcaba.

Le bénéficiaire de toutes ces attentions est lui aussi conscient des enjeux. « Le programme Geaifac a besoin du gouvernement camerounais, des acteurs qui vont permettre qu'il soit réellement exécuté dans notre pays et, pourquoi pas, dans la sous-région.

Le contrat que nous avons signé est la preuve de notre engagement pour accompagner l'État du Cameroun à atteindre l'émergence que prône le chef de l'Etat », s'est engagé Jacques Etoundi Mbezele, président du Geaifac.

Diversification économique en Afrique centrale Ça passe par la recherche et l'innovation



La commercialisation de la propriété intellectuelle est aussi un point d'attention.

■ Une conférence de presse donnée vendredi dernier à Yaoundé par la Commission des Nations unies pour l'Afrique a permis d'aborder le sujet.

Junior MATOCK

La quatrième session du comité intergouvernemental des hauts fonctionnaires et experts de la Commission économique pour l'Afrique centrale et de l'Est se prépare activement. En prélude à cette rencontre prévue du 15 au 18 octobre 2024 à Yaoundé, le directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Jean-Luc Mastaki, a organisé vendredi dernier à Yaoundé, une conférence de presse. L'objectif de cet échange avec les hommes de médias était principalement de décliner les grandes lignes de ce

rendez-vous placé sous la présidence du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire. Le thème retenu pour ces assises est : « Mise en œuvre rapide des solutions de recherche et d'innovation pour accélérer la diversification économique en Afrique centrale et de l'Est ». Le choix de cette thématique découle du constat selon lequel très peu de brevets sont produits en Afrique centrale, mais paradoxalement, la sous-région consomme des produits venus d'autres parties du monde. Au-delà de poser le problème de la faible utilisation des travaux de recherche et d'innovation, ce constat traduit, a insisté Jean-Luc Mastaki, la nécessité d'utiliser les solutions innovantes qui existent, pour faire avancer la diversification économique dans la sous-région. Dans un rapport publié par la CEA et dont les résultats seront présentés lors des travaux du comité intergouvernemental, il est rappelé l'impératif d'allouer 1 % du Produit intérieur brut à la recherche et à l'innovation. En attendant, bien d'initiatives sont déployées sur le terrain pour faire en sorte

que la recherche profite à la diversification de l'économie. C'est le cas par exemple de l'accompagnement qu'apporte la CEA à l'État du Cameroun, dans le cadre de l'aménagement de la zone industrielle spéciale à Bertoua, en partenariat avec le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique. Ce projet se justifie par le fait qu'on « ne peut pas tirer les bénéfices de l'intelligence artificielle si on n'a pas de clusters industriels qui sont des zones économiques spéciales. Il s'agit des périmètres bien délimités où les pays vont créer des conditions pour attirer des investissements directs étrangers et nationaux pour avancer vers l'agenda de l'industrialisation, augmenter la part des produits manufacturiers dans les exportations. », a soutenu le directeur du Bureau de la CEA. À côté des zones économiques spéciales, l'institution des Nations Unies suggère la création des centres d'excellence pour former le capital humain et promouvoir la recherche et l'innovation. La CEA préconise également de favoriser les collaborations régionales et internationales, entre autres.

Ministère des Finances

Les dossiers de la croissance

■ Dans son magazine annuel cette administration jette un regard rétrospectif sur les différents chantiers ayant fait l'objet d'une attention particulière de 2023 à 2024.

Le magazine annuel bilingue du ministère des Finances (Minfi) intitulé : « Les Dossiers du Minfi » paru récemment retrace le chemin parcouru par ce département ministériel durant la période 2023-2024. Cette publication dont la une est intitulée « Cameroun-FMI Accord pour un nouveau programme économique et financier », fait un flash-back sur l'accord conclu entre le Cameroun et cette institution financière pour une période de 18 mois qui va permettre au Trésor public d'enregistrer d'importantes devises. La chaleureuse poignée de mains entre Louis Paul Motaze, ministre des Finances et Kenji Okamura, Directeur général du FMI, qui barre la une du magazine traduit l'engagement des deux partenaires à relever les défis de développement économique du pays. Dans son éditorial, le Minfi invite ses collaborateurs à retrousser les manches pour plus d'ardeur au travail. « Nous devons rester focalisés sur nos objectifs de mobilisation accrue des ressources budgétaires et de leur gestion rationnelle et rigoureuse. Au demeurant, nous devons rester nous-mêmes et plus que jamais mobilisés », peut-on lire.

En parcourant les colonnes de cette publication de 200 pages abondamment illustrée et imprimée sur papier glacé, l'on est fasciné par la qualité et la diversité des thèmes abordés. Plusieurs sujets d'actualité y sont traités dans un style simple. Les grands défis du Minfi concernant la loi de finances, le lancement du budget 2024 et les finances publiques occupent une place de choix dans cette revue. L'interview de Marie-Rose Messi, Directeur général de la Société de Recouvrement des créances (SRC), apporte un éclairage sur l'engagement du gouvernement à capter les recettes qui lui reviennent de droit. Elle précise en effet que le Cameroun a connu une croissance significative dans le domaine du recouvrements de créances, passant de 4,5 milliards de F en 2022 à 17 milliards de F en 2023.

Amadou TIKELE



Un magazine facile à lire.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
Ministère des Postes
et Télécommunications
Projet d'accélération de la transformation
numérique au Cameroun
Unité de gestion du projet



COOPERATION
Cameroon-World Bank
Cameroun-Banque mondiale



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
Ministry of Posts and
Telecommunications

Project for the Acceleration of Digital
Transformation of Cameroon
Project Implementation Unit

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 019 RELATIF A LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN CHARGE DE LA DIFFUSION DES SPOTS TELE, RADIO ET DES MINUTES HEBDOMADAIRES DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)

DATE : 2 Octobre 2024 - FINANCEMENT : IDA 69870-CM

Cette sollicitation de manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés de ce projet publié dans le Journal des Marchés (JDM) le 14 mars 2023 dans le Cameroon Tribune du 17 mars 2023 et dans STEP le 20 mars 2023

I- Contexte et justification

Le gouvernement du Cameroun a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 1.00 millions USD pour mettre en œuvre le Projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun (PATNUC). Le PATNUC est placé sous la tutelle du ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL) et a pour objectif d'accroître l'inclusion numérique et l'utilisation de solutions agricoles numériques par des petits exploitants agricoles acteurs des chaînes de valeur agricoles cibles. Le PATNUC incarne ainsi l'approche de la transformation numérique. Il cible un secteur hautement stratégique pour le Cameroun tout en proposant de réformer le cadre réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce projet, avec son investissement dans la connectivité et les compétences numériques, soutient des interventions qui tirent partie des innovations numériques favorables à la stimulation de la croissance agricole. C'est à l'effet de contribuer, en fin de compte, à l'amélioration de la qualité des moyens de subsistance en milieu rural.

Quatre (04) composantes structurent le PATNUC : (i) stratégie, politique publique et réglementation numériques pour l'inclusion et la transformation numérique ; (ii) connectivité et inclusion numériques ; (iii) facilitation de l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole ; et (iv) gestion du projet et l'engagement citoyen. Le gouvernement, à travers la SND30, ambitionne d'enclencher véritablement la transformation structurelle de l'économie camerounaise qui s'appuiera sur une modernisation du secteur agricole (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) au moyen de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des exploitations familiales agricoles et de la promotion d'une dynamique d'industrialisation véritable. La modernisation du secteur agricole devra s'appuyer sur un écosystème numérique en constante évolution dans le pays qui trace la voie de l'économie digitale.

La stratégie de communication du PATNUC a fait l'objet d'une validation partielle. Sa validation définitive est attendue de la Banque mondiale suite à l'intégration des observations formulées par ladite institution. Toutefois, la Banque mondiale a autorisé, lors d'une réunion de coordination, de déclencher la mise en œuvre des activités de communication consignée dans le document de stratégie pour l'exercice 2024.

C'est dans cette optique que le PATNUC entend recruter un consultant qui aura la charge de la diffusion des spots télé, radio et des minutes hebdomadaires du projet.

II- Objectifs du projet

a. Objectif global

L'objectif global est de recruter un consultant chargé de la diffusion des spots télé, radio et des minutes hebdomadaires afin d'assurer la visibilité du projet.

b. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Prendre l'attache des organes de presse pré-identifiés ;
- Organiser et suivre un calendrier de diffusion et/ou de publication ;

Faire la collecte des supports diffusés ou publiés

III- Résultats attendus

- La prise d'attache avec les organes de presse pré-identifiés est effective;
- Un calendrier de diffusion et/ou de publication est élaboré et suivi;
- Les dites informations sont traitées et diffusées et/ou publiées;

IV- Durée de la mission

La mission se déroulera pour une durée de **six (06) mois**.

V- Profil du consultant

Le présent avis à manifestation d'intérêt est ouvert aux entreprises ou groupement d'entreprises de communication spécialisés dans la production des spots radio/télé dont le profil se présente comme suit :

Le consultant devra être sélectionné selon les critères suivants :

- Justifier le statut juridique de consultant ;
- Avoir une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de la communication ;
- Avoir diffusé un minimum de cinq (05) spots publicitaires radio ou télé.
- Avoir une expérience avec un projet de développement financé par les bailleurs de fond serait un atout.

Il devra travailler avec un personnel constitué de :

• Un Chef de projet qui devra :

- Avoir au moins un diplôme de Bac + 4 en journalisme, en communication, en publicité, en marketing ou dans tout autre domaine connexe ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de la communication ;
- Avoir au moins organisé deux (02) campagnes de diffusion.

• Un Infographiste qui devra :

- Avoir au moins d'un diplôme de bac + 2 en infographie ou dans un domaine connexe ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) dans le domaine de la Communication ;
- Avoir organiser au moins deux (02) campagnes de diffusion.

NB :

- Le personnel proposé par le cabinet sera évalué sur la base de documents tels que :
Une copie du diplôme requis ;
Un Curriculum vitae daté et signé par le concerné ;
Au moins un justificatif de son expérience (contrats de travail, ou attestation et certificat de travail)
- A qualifications proches, les candidatures féminines seront préférées, tout comme l'aptitude pour les consultants d'exercer à la fois en français et en anglais.

Le PATNUC est fortement engagé dans le respect de l'approche genre. Le projet reconnaît qu'une équipe diversifiée de femmes et d'hommes est capitale pour l'atteinte de ses objectifs.

Le projet ne tolère aucun acte de Violence Basée sur le Genre (VBG), ni Exploitation et Abus Sexuels (EAS) encore moins le Harcèlement Sexuel (HS). Aussi a-t-il élaboré des codes de conduite dont la signature est obligatoire pour

ses partenaires ainsi que la mise en œuvre des activités de prévention des VBG/AES/HS dans leurs interventions.

VI- Méthode de sélection du consultant et présentation des offres

La sélection du consultant se fera selon la méthode de « **Sélection basée sur la Qualification des Consultants (SQC)** » telle que décrite dans le Règlement de la passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de **juillet 2016** revue en **octobre 2017**, puis **août 2018** et **novembre 2020** et **janvier 2023**. La langue de travail est le français ou l'anglais. Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 7.11 et 7.12 dudit règlement, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts, sont applicables.

Les offres rédigées en français ou en anglais devront contenir une documentation constituée de :

- Une lettre de motivation ;
- La justification du statut juridique du consultant ;
- La méthodologie de travail accompagnée d'un calendrier de mobilisation des experts impliqués ;
- Les pièces justificatives (copies des marchés similaires, PV de réception ou attestation de services fait, référence des experts) permettant la vérification des critères de sélection tel que présenté ci-dessus.

VII- Délai de dépôt des manifestations d'intérêts, adresse et obtention des informations complémentaires

Les termes de référence de cette prestation sont disponibles dans le UNDB online (<https://devbusiness.un.org>) et peuvent être obtenus en version PDF par courriel à :

procurement_spotteleradio@patnuc.cm.

Les manifestations doivent parvenir au plus **tard 24 Octobre 2024, à 15 heures :**

- soit par courriel à : procurement_spotteleradio@patnuc.cm. Le format du fichier est le format PDF. L'offre doit être incluse dans un fichier unique avec le nom qui respecte la nomenclature suivante : {CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex : CANON_ASMI003_23052023.pdf).
- soit déposées sous pli fermé en cinq (05) exemplaires (un original et quatre copies) à l'Unité de gestion du Projet, à la Nouvelle route Bastos ,derrière Tradex ,bâtiment Ancien SNV. Tél. :+237 222 232 628 portant la mention :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 019 DU 02 Octobre 2024 RELATIF A LA SELECTION D'UN CONSULTANT EN CHARGE DE LA DIFFUSION DES SPOTS TELE, RADIO ET DES MINUTES HEBDOMADAIRES DU PROJET D'ACCELERATION DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE AU CAMEROUN (PATNUC)»

Le Coordonnateur National du PATNUC
Dr MFUH Windfred FUAYE KENJI

Coopération culturelle Cameroun-France Un nouvel interlocuteur

■ Muriel Piquet-Viaux, conseillère de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Cameroun, était l'hôte du ministre des Arts et de la Culture, vendredi dernier à Yaoundé.

Yannick ZANGA

Une interprétation magistrale du titre « Rossignol » de Luis Mariano par l'Orchestre national, en guise de bienvenue. Une prestation fort bien appréciée par Muriel Piquet-Viaux, toute nouvelle conseillère de coopération et d'action culturelle (Cocac) de l'ambassade de France au Cameroun. La scène se déroule vendredi dernier au cours du dîner en son honneur par le ministre des Arts et de la Culture (Minac) à Yaoundé. La soirée récréative a été l'occasion pour la Cocac d'avoir un premier aperçu de la diversité

et de la richesse des quatre grandes aires culturelles du Cameroun. Avant ces moments de divertissement, le ministre Bidoung Mkpatt a échangé avec Muriel Piquet-Viaux. « Nous avons fait le point sur différents dossiers de la coopération, qui est une coopération très dense et historique. Nous avons de façon technique les dossiers à poursuivre les années prochaines et dans les quelques mois à venir », a-t-elle déclaré au terme de l'entretien, non sans mettre en évidence les travaux significatifs réalisés au Musée national. Outre la coopération muséale, les actions dans les domaines du li-



Bienvenue au Cameroun !

vre et de la lecture, du patrimoine culturel, du spectacle et des industries culturelles créatives. En poste depuis trois semaines au Cameroun après quatre années passées en Île Maurice, la nouvelle directrice de l'Institut français du Cameroun (Ifc) entend s'inscrire dans la

dynamique de son prédécesseur, Yann Lorvo. « Plus haut, plus vite et ensemble », a-t-elle indiqué en guise de crédo. À cet effet, elle a noué de premiers contacts avec des artistes, des écrivains et des intellectuels locaux dans les villes de Yaoundé et Douala. De ceux-ci, Muriel Piquet-Viaux

se dit « étonnée par la maturité, le sens de l'hospitalité et la convivialité » affichés par ses vis-à-vis. Sensible à l'inclusivité et à la durabilité des actions, l'invitée du Minac a formulé ses remerciements pour le déménagement de la médiathèque de l'Ifc à la Centrale de lecture publique.

Face aux espoirs que fondent Bidoung Mkpatt dans la poursuite de la coopération dense et technique entre la France et le Cameroun, Muriel Piquet-Viaux a fait la promesse de travailler en synergie avec les partenaires camerounais. Mais également dans le sens de l'unité du Cameroun.

Quartier des autrices et auteurs de théâtre Le pôle Cameroun dans le mouvement



Une nouvelle opportunité pour les auteurs camerounais.

■ La branche locale et Afrique francophone a lancé les activités de son comité de lecture le 28 septembre dernier à Yaoundé.

La redynamisation de la scène dramatique camerounaise se poursuit. La dernière déclinaison des ondes positives en cours est la présentation samedi dernier du pôle Cameroun et Afrique francophone du Quartier des autrices et des auteurs. Une initiative née au Théâtre d'Ivry en 2021, elle s'est étendue en Belgique l'an dernier, a expliqué Thierry Blanc, le coordonnateur à l'échelle internationale. L'organisation internationale francophone est un comité de lecture consacré aux textes écrits en français et essentiellement composé de professionnels de théâtre venus de divers pays. En visioconférence, Thierry Blanc a dévoilé la feuille de route du nouveau résident du « quartier

». Elle consiste à sélectionner, à faire circuler dans différents pays francophones, produire des notes de lecture, favoriser un espace d'échanges et de dialogue autour des textes de théâtre en langue française. Outre dénicher, de faire connaître de nouveaux talents et d'éclorre des vocations littéraires par des mises en lecture des pièces de théâtre, le Quartier des autrices et auteurs devra organiser des résidences et accompagner la production des spectacles. Chaque année, le comité de lecture devra opérer la sélection de 20 à 25 textes suivie par le choix de deux lauréats qui bénéficieront d'une récompense de 3 000 euros (près de deux millions F.).

« Avoir sous les yeux différents

textes écrits de différentes manières, avec différents langages, pour un metteur en scène, c'est de l'humus, c'est cette pourriture qui fait germer son potentiel créatif », s'est enthousiasmé Landry Nguetsa. La conférence de presse a marqué aussi le lancement des activités du comité de lecture du pôle Cameroun et Afrique francophone. Au sein de celui-ci, on retrouve des promoteurs culturels, écrivains, critiques d'art, comédiens et dramaturges à l'instar de Stéphane Tchouang, Valéry Ebouele, Botomogne, André Majors, Lisette Nange, Landry Nguetsa, Alain Ndouck, Basseek Fils Miséricorde, Djhamidi Bond, Omoko Elisé, Bouna Guazong. Des membres se réjouissant de cette aubaine de se frotter à de nouvelles intelligences, de plonger dans le regard d'autres plumes afin de donner le fond de sa perception.

Y. Z

Dédicace

Des dieux et des hommes

■ L'ouvrage théâtral « Mved : le procès de Nti Zama-Biswô » de l'écrivain et musicien Érik Beck's Awoumou présenté le 27 septembre dernier à Yaoundé donne quelques clés pour réussir.



Le premier ouvrage d'Erik Beck's Awoumou.

Pourquoi l'humanité a-t-elle été créée ? Quel est le but de l'existence ? voilà quelques questions auxquelles répondent l'ouvrage théâtral, « Mved : le procès de Nti Zama-Biswô » d'Érik Beck's Awoumou. Il a été présenté au public vendredi 27 septembre dernier à Yaoundé, en présence de Richard Antoine Lobe, éditeur et du Dr François Bingono Bingono, figure bien connue du mouvement culturel national. Selon la note de lecture faite par Wilfried Mwenye, chroniqueur culturel, il s'agit d'une pièce de théâtre qui parle d'un procès intenté à un dieu qui s'appelle Nti Zama-Biswô. À qui il est confié la création des humains : des êtres physiques, faits de chair et de sang à l'image de Dieu. Des créatures par conséquent conscient de l'existence du bien et du mal et possédant les mêmes pouvoirs de libre-arbitre, de volonté et de création. Malheureusement, le processus n'a pas abouti à cause de plusieurs facteurs. Était-ce une bonne idée ? Qui porte la responsabilité de l'échec éventuel d'un tel projet ? « Au-delà du récit, l'auteur nous montre que dans la vie, il faut passer par un processus pour réussir. Lorsqu'on a suivi une bonne formation, sans

brûler les étapes, on se rapproche des dieux. Les textes montrent également que le dieu qui a entrepris de fabriquer un homme parfait a raté cette mission à cause de l'envie, la convoitise et l'orgueil », explique Wilfried Mwenye. « Le livre de 123 pages, composé d'actes débutant chacune par des préfaces est donc une histoire qui engage les dieux et les hommes. Nous savons qu'il y en a qu'un seul. Mais lorsqu'il y a beaucoup de dieux ça devient intéressant pour un éditeur de montrer aux gens comment la réflexion humaine évolue et comment l'on fait liaison entre la culture et les cultures », ajoute le chroniqueur culturel. Pour l'auteur, il était important de mettre le fruit de son imagination dans un livre. Pour que les lecteurs puissent tirer des leçons de la patience, de l'importance du travail bien fait et surtout du respect de la culture. Erik Beck's Awoumou est un artiste-musicien camerounais. Il a étudié la philosophie, la psychologie, l'histoire, la sociologie, l'anthropologie et même la physique théorique avant d'interrompre ses études universitaires pour se consacrer à la recherche personnelle de la vérité par la science africaine de la sorcellerie.

Carine TSIELE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
Ministère des Postes
et Télécommunications
Projet d'accélération de la transformation
numérique au Cameroun
Unité de gestion du projet



COOPERATION
Cameroun-World Bank
Cameroun-Banque mondiale



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
Ministry of Posts and
Telecommunications
Project for the Acceleration of Digital
Transformation of Cameroon
Project Implementation Unit

A CALL FOR THE MANIFESTATION OF INTEREST N° .019..RELATING TO THE SELECTION OF A CONSULTANT IN CHARGE OF BROADCASTING TELEVISION AND RADIO SPOTS AS WELL AS WEEKLY MINUTES FOR THE PROJECT TO ACCELERATE DIGITAL TRANSFORMATION IN CAMEROON (PATNUC)

DATE: 2nd October 2024 - FUNDING: IDA 69870-CM

This request for expressions of interest follows the General Procurement Notice for this project published in the Contract logbook (JDM) on 14th March 2023, on Cameroon Tribune on the 17th March 2023 and in the World Bank Procurement System (STEP) on the 20th March 2023

I- Context and justification

The Government of Cameroon has received a USD 100 million loan from the World Bank to implement the Cameroon Digital Transformation Acceleration Project (PATNUC). PATNUC is under the supervision of the Ministry of Posts and Telecommunications (MINPOSTEL) and aims to increase digital inclusion and the use of digital agricultural solutions by small farmers involved in targeted agricultural value chains. PATNUC thus embodies the digital transformation approach. It targets a highly strategic sector for Cameroon while proposing to reform the regulatory framework of the information and communication technologies (ICT) sector. With its investment in connectivity and digital skills, this project supports interventions that take advantage of digital innovations to stimulate agricultural growth. This will ultimately contribute to improving the quality of rural livelihoods.

Four (04) components structure PATNUC: (i) digital strategy, public policy and regulation for digital inclusion and transformation; (ii) digital connectivity and inclusion; (iii) facilitating the implementation of data-based digital solutions in the agricultural sector; and (iv) project management and citizen engagement. Through the NDS30, the government aims to really kick-start the structural transformation of the Cameroonian economy, which will be based on modernizing the agricultural sector (agriculture, livestock, fisheries and aquaculture) by improving the productivity and competitiveness of family farms and promoting a genuine industrialization dynamic. The modernization of the agricultural sector will need to be underpinned by a digital ecosystem that is constantly evolving in the country and that is paving the way for the digital economy.

The PATNUC communication strategy has been partially validated. Its final validation is awaited from the World Bank following the integration of comments made by this institution. However, at a coordination meeting, the World Bank authorized implementation of the communication activities set out in the strategy document for the 2024 financial year.

It is in this light, that PATNUC intends to recruit a consultant who will be responsible for broadcasting TV and radio spots as well as the project's weekly minutes.

II- Objectives of the project

a. Global objective

The overall objective is to recruit a consultant responsible for broadcasting TV and radio spots as well as weekly minutes to ensure the visibility of the project.

b. Specific objectives

In a more specific manner, it entails:

- Contacting pre-identified media outlets,
- Organizing and monitor a distribution and/or publication schedule,
- Collecting the material distributed or published.

III- Expected results

- Pre-identified media outlets are contacted;
- A timetable for distribution and/or publication is

drawn up and followed;

- This information is processed and disseminated and/or published;

IV- Duration of the mission

This assignment shall last for de **six (06) months**.

V- Profile of the consultant

This call for manifestation of interest is open to communication companies or groups of companies specializing in the production of radio/TV spots with the following profile:

The consultant must be selected on the basis of the following criteria:

- Have proof of legal status as a consultant
- Have at least five (05) years' general experience in the field of communication;
- Have broadcast a minimum of five (05) radio or TV spots.
- An experience with a donor-funded development project would be an asset.

He/she will have to work with a staff consisting of:

A Project Manager who must:

- Have at least a 4-year (Post graduate) degree in journalism, communications, advertising, marketing or a related field;
- Have at least five (05) years' experience in the field of communications;
- Has organized at least two (02) dissemination campaigns.

A graphic designer who:

- Has at least a 2-year higher education diploma in computer graphics or a related field;
- Has at least five (05) years' experience in the field of communications;
- Has organized at least two (02) broadcast campaigns.

NB:

- The expert proposed by the firm will be evaluated if, and only if, the expression of interest includes:
 - A copy of the required diploma
 - A curriculum vitae dated and signed by the person concerned;
 - At least a proof of experience (work contracts, attestation and work certificate).
- Where qualifications are similar, female candidates will be preferred, as will the ability of consultants to work in both French and English.

PATNUC is strongly committed to the gender approach. The project recognizes that a diverse team of women and men is crucial to the achievement of its objectives.

The project does not tolerate any act of Gender-Based Violence (GBV), Sexual Exploitation and Abuse (SEA) or Sexual Harassment (SH). It has therefore drawn up codes of conduct that its partners are obliged to sign, as well as implementing GBV/SEA/HS prevention activities in their work.

VI- Method of selection of the consultant and the presentation of bids

The selection of Consultants shall be done following the method known as **"Selection based on Consultants' Qualifications" (SQC) as described in the**

Procurement Regulations for Borrowers Applying for World Bank Investment Project Financing (IPF), July 2016, revised in October 2017, then August 2018 and November 2020 editions.

The working languages are French and English. Consultants are also advised that the provisions of Paragraphs 7.11 and 7.12 of the said Regulations, relating to the World Bank's rules on conflict of interest, are applicable.

The Manifestation of interest written in either French or English languages must contain the following documents:

- A letter of expression of interest addressed to the National Coordinator of PATNUC,
- Proof of the Consultant's legal status,
- A work methodology, alongside a timetable for mobilizing the experts involved,
- Supporting documents (copies of similar contracts, acceptance reports or certificate of services rendered, expert references) to enable verification of the selection criteria as set out above.

VII- Deadline for the submission of manifestation of interests or bids, address and getting additional information:

Interested consultants can obtain additional information by e-mail on working days and time from the Project Implementation Unit by telephone on (237) 242 237 222, Email: procurement_spotteleradio@patnuc.cm

The terms of reference for this service are available in the UNDB online (<https://devbusiness.un.org>) and can be obtained in PDF version by e-mail at:

procurement_auditcadre@patnuc.cm
Submissions must reach on the 24th October 2024 by 3 p.m. at the latest:

Either by e-mail to:
procurement_spotteleradio@patnuc.cm

- The file format is PDF. The tender must be included in a single file with a name that complies with the following nomenclature: {TENDER}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex: CANON_ASMI003_23052023.pdf). Any non-compliant offer will be rejected.
- or submitted in a sealed envelope in five (05) copies (one original and four copies) to the Project Implementation Unit, at **Nouvelle route Bastos, behind TRADEX, former SNV office** Tel: +237 222 232 628 with the following inscription:

« A CALL FOR THE MANIFESTATION OF INTEREST N° .019.RELATING TO THE SELECTION OF A CONSULTANT IN CHARGE OF BROADCASTING TELEVISION AND RADIO SPOTS AS WELL AS WEEKLY MINUTES FOR THE PROJECT TO ACCELERATE DIGITAL TRANSFORMATION IN CAMEROON (PATNUC) ».

The National Coordinator of PATNUC
Dr. MFUH Windfred FUAYE KENJI

Fokoue Subdivision

Governor Visits Flood Victims

■ He called on the population to remain vigilant and respect national flood forecast advice to avoid flood vulnerability

David FOSONG (CAMNEWS)

Governor Awa Fonka Augustine of the West Region has told the population of the villages of Bandoum, Fomopia, Ndongue, Fotochoufeu and Tsafeu in Fokoue Subdivisions and Santchou in Menoua division of the West Region, victims of a high magnitude landslide, accompanied by heavy rains causing heavy floods, that swept through the high hills of Bantoum village, pulling down trunks of trees resulting to material damages, to constantly respect instructions from national forecast to avoid natural and environmental disasters. He said respect of flood management advice will reduce flood vulnerability in the society. He was addressing families of landslide and flood victims in Bandoum and Fomopia villages in Fokoue Subdivision on October 3, 2024, after visiting the flood disaster areas, where material,



Governor Awa Fonka and entourage at the flood zone.

properties and other valuables were buried in debris by a stormy flood. Governor Awa Fonka, who was accompanied to the flood site by the SDO for Menoua, DO, for Fokoue, delegates and experts of specialized environmental services, after driving 25 km on a bumpy and muddy road, ended the journey with a round up 8 km trekking as

the road to Bandoum village became impracticable even to some selected four-wheel drive vehicles. While regretting the sad incident, Governor Awa Fonka, told the flood victims that he came to encourage and sympathize with them on behalf of the government of Cameroon, and get first-hand information on the situation so as to properly

inform hierarchy.

He reiterated that the government and hierarchy was already aware of the sad situation, assuring them of assistance from various actors. He however lamented that part of the Bandoum chiefdom was destroyed, health centre and some primary schools, family homes buried in the debris.

Earlier, the traditional ruler of Bandoum village, Chief, Fokoua 11, Moise Edger, expressed the worries, that victims of the flood were going to have prolonged suffering and starvation as hectares of farmlands were swept away by the stormy flood. He pleaded with government and other good will friends to come to the rescue of the flood victims ■

Reactions

"Government Will Assist Victims Of The Flood"

■ Governor of the West Region, Awa Fonka Augustine.

"We came here so as to encourage the victim of the heavy landslide and heavy flood that caused untold material and property damages to some five villages in Fokoue and Santchou subdivisions. I came to acquaint myself with the situation on the field, know the aspiration of victims as to inform my hierarchy for possible solutions. I have notice some damages, part of the palace, health centre and schools were destroyed and buried in the debris. I came with experts on environmental field, who have to advise the population to respect natural flood forecast that can help prevent future natural disaster. The government will surely come with assistance in the days ahead."



"Farmlands Were Swept Away"

■ Chief Fokoua II, Moise Edger of Bandoum village.

"Actually victims of the flood and landslide are now engaged in the struggle for social and economic survivals, as most farmlands were swept away by the stormy flood. I can assure you that hundreds of people are now threatened by hunger and the need for shelter. So I am pleading with government to come in with adequate support of food items and other social needs, especially rehabilitation facilities for those who have been rendered homeless. I want to thank the government for her quick reaction, by sending the government representative, Governor Awa Fonka Augustine, to evaluate the situation."



D.F

Forum des Chaires Unesco Le Cameroun à l'honneur

■ Le projet d'autonomisation des jeunes et des femmes par les TIC présenté le 2 octobre par Armand Claude Abanda, représentant résident de l'IAI et titulaire d'une Chaire Unesco.

Synthèse Elise ZIEMINE NGOUMOU

Au forum international de titulaires de Chaires Unesco et partenaires tenu à Addis-Abeba en Ethiopie du 30 septembre au 2 octobre dernier, le Cameroun n'a pas été absent. A cet événement placé sous le thème : « Transformer les savoirs pour l'avenir de l'Afrique » et organisé par l'Unesco et l'Union africaine sous le haut patronage de S.E. Sahle-Work Zewde, présidente de la République fédérale démocratique d'Ethiopie, le Cameroun a été représenté par un de ses dignes fils : Armand Claude Abanda. Le représentant résident de l'IAI-Cameroun et titulaire de la Chaire Unesco Acces TIC Afrique centrale a saisi l'occasion de cette rencontre internationale, pour faire connaître cette Chaire aux participants venus des quatre coins du monde, afin de susciter leur adhésion. Ainsi, il leur a fait comprendre que la Chaire dont il a la charge s'occupe de



Armand Claude Abanda pendant son intervention.

l'autonomisation des femmes et des jeunes. « On s'est demandé ce qui constitue un frein à l'autonomisation des femmes et nous avons identifié quatre problèmes : les préjugés, le manque d'accès à l'outil informatique, l'insuffisance de modèles à suivre et la discrimination », a-t-il expliqué. Et pour cela Armand Claude Abanda propose d'encourager les femmes vers les métiers des sciences, technologies, informatiques et mathématiques, de généraliser la formation aux TIC pour toutes les femmes et partout, y compris dans les zones rurales, entre autres. « La jeunesse et les femmes sont au cœur du développement de notre continent », dira-t-il. Ajoutant que son initiative s'inscrit dans la continuité des objectifs de l'Unesco visant à promouvoir l'éducation, la formation et l'accès aux technologies de l'information, indispensables pour un avenir inclusif.

Dans ce domaine justement, le titulaire de la Chaire Unesco a indiqué que son équipe et lui travaillent depuis l'année 2000 pour l'accès des femmes aux TIC. Plus d'un million de femmes ont été formées dans le cadre de l'« Opération 100.000 femmes horizon 2012 » au Cameroun. « Nous avons lancé un autre projet d'un million de jeunes et de femmes à former avec les encouragements du président de la République et sous le parrainage de la première dame, Mme Chantal Biya ». Ce projet, a-t-il affirmé, « a bien marché parce que nous sommes aujourd'hui à plus de 915 000 femmes et jeunes formés sur l'ensemble du territoire. » La présentation d'Armand Claude Abanda a été accueillie avec enthousiasme par l'assemblée, témoignant de l'importance croissante de l'éducation numérique dans les stratégies de développement globales ■

Journée mondiale de l'Enseignant

Honneur aux profs

■ Une cérémonie organisée samedi dernier au Palais polyvalent des sports de Yaoundé pour célébrer les seigneurs de la craie.

Assiatou NGAPOUT M.

L'importance et la noblesse du métier des enseignants exaltés, le temps de la commémoration de leur Journée mondiale. Samedi dernier, au Palais polyvalent des sports de Yaoundé, les ministères en charge de l'Éducation et des Enseignements secondaires ont mis les petits plats dans les grands. Les deux administrations ont organisé une cérémonie grandeur nature pour saluer et honorer le dévouement de ces seigneurs de la craie, de la maternelle au supérieur en passant par le primaire et le secondaire. Dans leurs pagnes de circonstance, plusieurs centaines d'enseignants ont pris part à l'événement. Pour rehausser ce moment grandiose, plusieurs membres du gouvernement ont répondu présent. Parmi ceux-ci, le ministre d'État, ministre de l'Enseignement supérieur, le ministre des Enseignements secondaires (Minesec), le ministre de l'Éducation de base (Minedub), le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, le ministre chargé de Mission à la présidence de la République. Le directeur régional et multisectoriel de l'Unesco pour l'Afrique centrale a aussi

pris part à cette célébration. Sur le thème de la commémoration : « Valoriser les voix des enseignants : vers un nouveau contrat social pour l'éducation », Laurent Serge Etoundi Ngoa, Minedub, a tenu à assoir le rôle de l'enseignant dans la société. « Nous sommes des enseignants. Nous avons accepté de servir notre pays. Servons-le à la limite de l'injustice et de la justice », a-t-il martelé. Avant de rappeler que l'enseignant a toujours sa place dans un contexte marqué par l'intelligence artificielle, la digitalisation et la professionnalisation des enseignements. Leur mission doit résolument être tournée vers le futur. Pour cela, ils doivent s'adapter plus que jamais aux changements inévitables et irréversibles. « Je salue l'immense majorité des enseignants camerounais qui s'est illustrée par une grande résilience. Tellement d'épreuves ont été traversées ces dernières années. Votre sens élevé du patriotisme et de la conscience professionnelle face à toutes ces épreuves nous ont permis de suivre et de rester fidèles aux orientations données par le président de la République », a-t-il indiqué. En ce qui concerne spécifiquement les revendications portées par certains



Des Palmes académiques pour les plus méritants.

enseignants, le Minedub a précisé que depuis plus de trois ans, le gouvernement avait une oreille attentive à ces réclamations. D'ailleurs, l'État a pris un certain nombre de mesures

concrètes qui s'appliquent chaque mois. « Pour le passif que nous avons, on est en train de le normaliser complètement. Ça veut dire que les problèmes des enseignants sont étroite-

ment suivis. Et ils voient la volonté du président de la République de le résoudre », a-t-il ajouté. Plusieurs enseignants ont ainsi été encouragés pour leurs années consacrées au ser-

Douala Teachers Valorised

■ This was during the 30 edition of the World Teachers Day celebrated on October 5th.



Teachers to be valued.

LIENGU ETAKA ESONG

Teachers in the Littoral Region last October 5 joined their counterparts world wide to commemorate the World Teacher's Day. The teachers Day celebration in the Littoral region was a moment for the teachers to reflect on ways to improve on their profession and examine the important role they play in the society.

The celebration in Douala was marked by award of medals and certificates of recognition to some teachers who have been exceptional in their profession. Celebrated under the theme: "Valuing Teachers Voice Towards a new social contract for education", the day saw Governor Samuel

Dieudonne Ivaha Diboua saying that the voice of teachers impacts and moderates human thoughts, reasons why the Government of Cameroon values the input of teachers in the education and training of the Cameroonian population. He urged teachers to be well behaved as the society looks on them for educational and moral values. The Governor took time off to outline some of the measures taken by the Government to improve on the livelihood of teachers. "The Government has confidence in you. And recognizes your efforts reasons why they are working tirelessly to improve on your sector", he said. He also mentioned the automatic payment of housing allowances, systematic automation of advancement and

the gradual financial support of all teaching staff as well as the allocation of credits to the regional delegations for the payment of relocation expenses to those going on retirement and those newly transferred to get to their duty post. And the incentives giving to teachers sent to Douala VI subdivision. Governor e reminded the teachers that digitalization is effective as such all should embrace it. On his partm the president of the National Teachers Syndicate, Dr Tabah Bertrand decried some ill practices in the deployment of staff and calculations of reclassification and advancement. He also raised other challenges faced by teachers while calling on the Government to look into the issues.

Yagoua Dans le bain



Enthousiasme et engouement des enseignants lors du défilé

■ Les enseignants ont été célébrés à la place des fêtes de la ville samedi dernier.

« Au regard de la conjoncture actuelle, le corps enseignant connaît des difficultés qui tendent à le décourager et à rompre le contrat social pour l'éducation, en dépit des nombreux efforts déployés par l'État pour répondre à ses attentes », a signalé, au nom de la communauté éducative, le délégué départemental des enseignements secondaires, Gabriel Danzabé. C'était lors de la leçon inaugurale délivrée à la faveur de la commémoration de la Journée internationale des enseignants. Le porte-

parole des enseignants a précisé qu'il ne s'agit pas seulement de mettre au point des programmes éducatifs en adéquation avec les besoins réels de la société. Mais surtout d'améliorer substantiellement les conditions de vie et de travail des enseignants. Du jeudi 3 octobre au samedi 5 octobre, le département du Mayo-Danay a vibré au rythme des activités marquant la Journée mondiale des enseignants. En bon lieu, des crochets radiophoniques, des tables-rondes et autres activités récréatives. C'était sous le regard admiratif des populations qui ont honoré cette célébration par sa présence massive. En présidant la cérémonie marquant la fin des activités, Jean Lazare



a volonté de l'éducation. Ils ont reçu des Palmes académiques. A savoir : six enseignants faits commandeurs, 27 officiers et 89 chevaliers des Palmes académiques ■

Bertoua 10 enseignants honorés

■ Ils ont reçu des Palmes académiques samedi dernier à la Place des fêtes de la ville.

Louise KOUNOU

La 30^e Journée mondiale des Enseignants a été commémorée samedi dernier dans la région de l'Est comme partout ailleurs. Une célébration présidée par le secrétaire général des services du gouverneur, Théophile Ngua Beina, représentant personnel du gouverneur de la région. Cette commémoration donne l'opportunité de rendre hommage aux chevaliers de la craie et au rôle essentiel qu'ils jouent pour une éducation de qualité à tous les niveaux. À cette occasion spéciale, 10 enseignants méritants ont solennellement reçu des distinctions honorifiques, au nom du chancelier des Ordres académiques. Le proviseur du lycée technique bilingue de Bertoua, Joseph Francis Manga Doui a ainsi obtenu le grade de commandeur, sept autres éducateurs ont reçu celui d'officier et deux ont été élevés au grade de chevalier des Palmes académiques. « C'est la reconnaissance du travail bien fait. Nous contribuons à l'éducation des citoyens de demain. Sans les enseignants, l'éducation ne remplirait pas le rôle qui lui est



Le mérite des enseignants célébré.

assigné. Car, enseigner ne signifie pas uniquement apprendre à l'élève une série de faits et nombres. C'est aussi inspirer, libérer le potentiel de l'enfant, lui offrir de nouvelles perspectives », a déclaré Kisito Owona Bomba, récipiendaire, enseignant au lycée bilingue de Bertoua. Dans sa leçon inaugurale, Jean

Jacques Ayota, inspecteur coordonnateur régional des sciences humaines à la délégation régionale du MINESEC estime que pour améliorer la qualité des enseignements, il est nécessaire que les revendications des instructeurs soient prises en compte. Pour la communauté éducative de la région de l'Est, les décideurs à divers niveaux

se doivent de repenser cette fonction mère qu'est l'enseignement. Toutes choses qui passent notamment par l'amélioration des conditions de travail. Enfin, le secrétaire général des services du gouverneur a précisé dans son discours que l'enseignant jouait un rôle capital dans le processus de construction du Cameroun ■



a précisé de mettre en œuvre les besoins des enseignants surtout en matière de matériel scolaire. En bonne harmonie avec les activités de la Journée mondiale des enseignants, les activités qui ont été organisées par la commune de Yaoundé VI ont été marquées par la présence de la commune de Yaoundé VI. Le préfet du Mayo-Danay a annoncé la délocalisation des écoles inondées. « Pour les enseignants qui ont des difficultés à accéder à leurs écoles, nous avons trouvé des voies et moyens pour qu'ils puissent y arriver et continuer à faire leur travail », a-t-il fait savoir. Au cours de cette journée, des prix et des distinctions honorifiques ont été remis à certains enseignants. 13 enseignants du département ont été faits chevaliers dans l'ordre des palmes académiques, neuf officiers et un commandeur. La parade qui a suivi a démontré à suffisance, l'enthousiasme et l'engouement des enseignants lors de cette 30^e commémoration.

Sylvain TOURNA (CAMNEWS)

Assainissement de la capitale Encore des efforts à Yaoundé VI

■ Lors de sa descente vendredi dernier, le gouverneur de la région du Centre a noté des actions menées dans cette commune d'arrondissement pour l'enlèvement des ordures ménagères.

Assiatou NGAPOUT M.

C'était l'avant dernière étape de l'opération « Hygiène et salubrité de la ville de Yaoundé », initiée il y a quelques semaines par le gouverneur de la région du Centre. Vendredi dernier, Naseri Paul Béa a effectué une descente d'inspection dans la commune d'arrondissement de Yaoundé VI. Même si l'autorité administrative a noté des efforts fournis par cette municipalité dans la gestion des ordures ménagères, quelques goulots d'étranglement subsistent. Dans cet arrondissement qui produit pas moins de 400 tonnes de déchets par jour, les engins de la société Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam) n'en collectent que 200. Et l'autre moitié est ramassée par la mairie et l'entreprise Thychlof. Ce qui n'est pas une mince affaire. Surtout avec l'incivisme des populations qui n'ar-



Le gouverneur a instruit la répression.

range pas les choses. Pour preuve, dans quelques points critiques de la commune, tels que le marché de Mvog-Betsi, en passant par les carrefours TKC, Simbock et le marché de Mendong, des tas d'immondices sont accumulés dans les bacs à ordures, et parfois, à même le sol. Quelques décharges sont cependant épargnées par ce triste décor. A l'instar d'un ancien dépotoir au Carrefour Mendong. Ici, le gouverneur a instruit l'aménagement du site en espace vert. « Nous avons constaté les efforts fournis par les maires pour essayer de dégager les ordures ménagères sur les voies de Yaoundé avec le peu de moyens dont ils dis-

posent. Nous les appelons à continuer dans cette lancée. Ainsi qu'avec la participation effective de ce qu'ils appellent l'intercommunalité. Les autres maires qui s'en sortent doivent venir en aide à ceux qui sont en difficulté. Ils doivent travailler main dans la main avec les deux sociétés en charge de collecter ces ordures », a exhorté le gouverneur. Il a une fois de plus interpellé les populations à plus de civisme et de participation active aux journées de propreté instaurées dans chaque commune. Aux magistrats municipaux, il a été demandé d'appliquer la répression. Pour lutter contre l'insalubrité dans sa municipalité,

Jacques Yoki Onana, maire de la commune de Yaoundé VI explique avoir mis une batterie d'actions sur pied. « Nous sommes conscients de ce que la ville est sale. Il est important que nous trouvions des solutions. A Yaoundé VI, on essaye de s'activer pour rendre la commune plus propre. Raisons pour lesquelles nous avons mis en place des moyens à travers le service d'hygiène qui renforce les sociétés Hysacam et Thychlof dans leur travail. Malgré la modicité des moyens, nous allons continuer de nous battre », a-t-il conclu. Pour sa dernière étape, le gouverneur se rendra à Yaoundé VII le 10 octobre prochain ■

**BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT
DEPARTEMENT DES SERVICES GENERAUX ET DES ACHATS**



DIVISION DES ACHATS INSTITUTIONNELS
Numéro de téléphone : + +225 2720263900
E-MAIL : TENDER@AFDB.ORG **Date : 03 octobre 2024**

**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ENREGISTREMENT DES FOURNISSEURS
DANS LA BASE DE DONNEES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BAD)
ADB/EOI/TCGS/2024/0208**

**DEVENIR FOURNISSEUR DE LA BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT (BAD)**

1. Le Groupe de la Banque africaine de développement, ci-après désigné dans la présente par « La Banque », est une banque multilatérale de développement, créée pour contribuer au développement économique et social de l'Afrique et dont le siège est sis à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Elle compte 81 membres, dont 54 pays membres régionaux en Afrique et 27 pays membres non régionaux.
2. La Banque a été créée le 4 août 1963, et a démarré ses activités le 1er juillet 1966 à son siège à Abidjan, en Côte d'Ivoire.
3. La banque possède plusieurs bureaux pays dont celui du Cameroun.
4. Pour encourager plus de participation des entreprises installées au Cameroun et dans la région de l'Afrique centrale aux opportunités d'affaires de la Banque Africaine de Développement (BAD) la Banque organise un séminaire d'information et de sensibilisation des entreprises **16 novembre 2024, de 9h00 à 13 h00 à l'hôtel Hilton, Yaoundé, Cameroun.**

Ce séminaire vise entre-autres à :

- Un échange d'Informations avec les fournisseurs aux fins de leur fournir suffisamment de données qui leur permettront d'avoir une meilleure compréhension des besoins, exigences, procédures, règles et pratiques de la Banque en matière d'acquisition institutionnelle et de gestion/exécution des contrats.

- La collecte de données, à l'identification des fournisseurs et à une prise de contact directe avec les entreprises susceptibles de participer aux éventuels Appels à Concurrence que la Banque lancera dans le cadre de la mise en œuvre des activités ;

5. Le présent appel à manifestation d'intérêt vise à l'enregistrement des fournisseurs et prestataires éligibles dans la Base de Données de la Banque.

CONDITIONS D'INSCRIPTION

Les fournisseurs intéressés sont invités à exprimer leur intérêt en indiquant le(s) domaine(s) d'activité(s) pour lequel(s) ils expriment leur intérêt à l'adresse email **tender@afdb.org** et **TENDER_RDGC@AFDB.ORG** citant la référence du présent avis de marché. Ces derniers sont également priés d'assister au séminaire d'échanges sur le thème "**Comment faire affaires avec la Banque africaine de développement**", qui aura lieu le **16 novembre 2024, de 9h00 à 13 h00 à l'hôtel Hilton, Yaoundé au Cameroun.**

Pour confirmer votre participation, veuillez fournir les informations ci-dessous en répondant aux adresses emails : **tender@afdb.org** & **TENDER_RDGC@AFDB.ORG**

Nom de la Société	Nom(s) des participants	Email address	Num de telephone

oi-20242324/bd



*Sandra
Abah*
1987 - 2024



Annnonce nécrologique

La Direction Générale de **Banque Atlantique Cameroun** a la profonde douleur d'annoncer le décès de **Mme ABAH Sandra**, Chargée de Recrutement et Marque Employeur à la Direction des Ressources Humaines, survenu le **dimanche 29 septembre 2024** à la Clinique IDIMED de Douala des suites de maladie.

La Direction Générale adresse ses condoléances les plus attristées à sa famille nucléaire durement éprouvée, à ses collègues de la Direction des Ressources Humaines, ainsi qu'à ses proches au sein et en dehors de la famille **Banque Atlantique Cameroun.**

En attendant les dispositions pratiques pour l'organisation des obsèques, la Direction Générale invite chacun à avoir une pensée pour le repos de son âme.



Tu resteras pour toujours dans nos mémoires et dans nos cœurs.
Repose en paix.

oi-20242327/bd

Mise en œuvre de la Politique nationale de la jeunesse

Les motos-taxis impliqués

■ Les échanges entre les fédérations syndicales de ce secteur et le ministre Mounouna Foutsou, mardi à Yaoundé, ont permis de recueillir leurs avis afin de mieux organiser leur métier.

Rabiyatou IBRAHIM

Des milliers de jeunes Camerounais, diplômés ou non, parfois venus des zones rurales, ont investi l'activité de moto-taxi. Tout comme des réfugiés centrafricains, tchadiens et, plus récemment, des déplacés internes qui viennent de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'indiscipline, l'insécurité, le manque de formation, sont, entre autres, maux qui minent cette activité qui assure pourtant environ 70% du transport urbain dans la ville de Douala et environ 30% dans la ville de Yaoundé. Il n'y a donc pas de doute que les motos-taxis occupent une place importante



.Pour une meilleure organisation des motos-taxis.

dans la société. Pour mieux encadrer ces jeunes, les aider à mieux s'organiser dans leur secteur d'activité, le ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Mounouna Foutsou, a organisé une rencontre mardi dernier à Yaoundé, avec les jeunes du Réseau des associations des conducteurs de mototaxis. Cette séance de travail s'inscrivait surtout dans le cadre du processus

de révision de la Politique nationale de la jeunesse, initiée par le gouvernement en collaboration avec le Conseil national de la Jeunesse. Cette politique devra orienter toutes les stratégies et programmes en faveur des jeunes.

Les échanges de plus de deux heures ont permis de passer en revue le secteur. Surtout des actions qui visent à faciliter l'enga-

gement civique et communautaire de ces jeunes motos-taxis. Les efforts du gouvernement déjà consentis en faveur de ces derniers ont été salués par les présidents des organisations syndicales des motos-taxis. Dans leur plaidoyer, les jeunes transporteurs demandent davantage de financements ; sollicitent la révision des approches sur le plan sécuritaire en vue de protéger les

jeunes motos-taxis très souvent victimes des agressions. Et aussi la multiplication des auto-écoles afin de former les jeunes motos-taxis qui fonctionnent pour la plupart en marge de la réglementation. Des doléances bien notées par le ministre qui, à son tour, a exhorté ces jeunes à être des médiateurs communautaires afin de participer à leur niveau à toutes ces opérations.

Gestion des déchets ménagers

DOUALA A SON CENTRE DE TRANSFERT

● L'infrastructure inaugurée le 25 septembre 2024 par le Ministre de la Décentralisation et du Développement local va contribuer de manière significative à l'amélioration de la propreté de la ville de Douala.

Georges Emmanuel TSAYID

La ville de Douala vient de franchir une étape déterminante dans le développement du processus de traitement des ordures ménagères. La capitale économique est désormais dotée du tout premier centre de transfert sans reprise des déchets d'Afrique centrale.

C'est le fruit d'une démarche collaborative entre la communauté urbaine de Douala (CUD) et la société d'Hygiène et salubrité du Cameroun (Hysacam). L'infrastructure financée à hauteur de 650 millions de FCFA par la CUD a été entièrement construite par Hysacam. Le maire de la ville de Douala, Dr. Roger Mbassa Ndiné a souligné que l'inauguration de ce centre de transfert de déchets va ouvrir de nouvelles perspectives en matière de traitement des déchets ménagers dans la ville de Douala. « Conscients de la problématique complexe que représente la collecte et la gestion de déchets dans notre ville, l'exécutif communal de Douala est résolument engagé à offrir une meilleure qualité de service aux populations en matière de collecte des déchets ».

Ce centre situé à Youpwè (Douala II) va accueillir les déchets ménagers en provenance des arrondissements de Douala I ; II ; III et IV. Ces déchets transportés par des camions de petite capacité seront repris par de gros porteurs d'au moins 30 m³ de capacité et transportés au centre de traitement des déchets de Ngombé. « La problématique de la propreté dans nos villes est une question globale qui permet de faire en sorte que nous vivions dans un environnement sain. Le transport des déchets ménagers à Douala butait

sur de nombreuses difficultés. Notamment : les longues distances parcourues par les équipages de Hysacam et les embouteillages.

Par conséquent, les coûts de maintenance des camions étaient très élevés. Il a paru opportun au maire de la ville de Douala de construire cette infrastructure pour que les ordures soient enlevées de manière mieux organisée et mieux structurée », a indiqué le Ministre de la Décentralisation et du Développement Local, Georges Elanga Obam.

Le Centre de Transfert des déchets de Youpwè compte plusieurs infrastructures en son sein : le pont bascule ; un local technique doté d'un mécanisme de monitoring de pesée et connecté au pont bascule ; une plateforme de transfert sans reprise ; une aire de déchargement de déchets et un tunnel pouvant accueillir simultanément six gros porteurs de 30m³. Ce centre dispose également d'une aire de maintenance ; d'un bassin de récupération des eaux usées.

Ce Centre de Transfert des déchets va engendrer des retombées multiformes. En l'occurrence, l'optimisation du service de propreté par l'augmentation des rotations de collecte dans les quartiers ; l'amélioration de la couverture des arrondissements éloignés de la décharge municipale par les camions de propreté ; la réduction des distances de collecte.

Le Directeur Général de Hysacam, Dr. Jean-Pierre Ymelé, a souligné que ce centre améliorera la qualité de la propreté et réduira les coûts de collecte et de transport. Le centre va aussi



contribuer à l'économie circulaire à travers la déchetterie où les déchets préalablement triés pourront être repris par les entreprises de recyclage. « C'est un centre de transfert sans reprise. Ceci veut dire que les questions de pollution, d'odeurs sont prises en compte dans ce centre moderne qui est le premier au Cameroun et en Afrique Centrale », a souligné le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain, Célestine Ketcha Courtes.

Les infrastructures de gestion des déchets de façon générale et le Centre de Transfert de Youpwè de façon singulière, vont permettre d'adresser l'une des problématiques majeures liées à la gestion des déchets, notamment le financement insuffisant de ce secteur. Un état comparatif entre les villes du Cameroun et quelques villes d'Afrique subsaharienne de revenus semblables, fait en effet apparaître des disparités. A Kigali (Rwanda) avec une population d'un million d'habitants et une production de l'ordre de 500 tonnes par jour, le ratio de dépenses pour le service de collecte par habitant et par an est d'environ 8500 FCFA. A Abidjan (Côte d'Ivoire), ce ratio est de 7500 par habitant. Dans les deux principales villes camerounaises, il est seulement de l'ordre de 2500 FCFA par tonne collectée par habitant. Avec ce coût, il est difficile pour les villes camerounaises d'avoir un service de propreté de qualité satisfaisante. Selon le Directeur Général de Hysacam, avec des budgets insuffisants, le Centre de Transfert contribuera à la réalisation d'une économie sur les coûts de transport de l'ordre de

2000 FCFA par tonne. Mais il est indispensable d'améliorer les budgets pour les porter au moins à hauteur de 5000 FCFA par habitant par an. Ceci, quel que soient les opérateurs à mobiliser pour la propreté.

« Au-delà du problème de ressources il y a également un problème d'aménagement d'infrastructures de gestion des déchets. En effet, ayant des ressources insuffisantes pour le service, l'investissement dans les infrastructures aurait pu permettre d'améliorer la qualité du service et de contenir les coûts. Ce Centre de Transfert que nous inaugurons aujourd'hui participe de cette dynamique », a soutenu Dr. Ymelé. Le top-management de Hysacam a souligné que pour une propreté optimale, il ne faut plus dissocier le service de propreté des infrastructures dédiées mais combler le retard infrastructurel en partant des poubelles dans les ménages jusqu'aux infrastructures intermédiaires de stockage tels que les centres de transfert, les centres de regroupement, les déchetteries etc.

En mettant son expertise au service de la ville de Douala dans l'aménagement d'infrastructures innovantes, Hysacam réaffirme son engagement à accompagner le gouvernement dans la réalisation d'un nouveau modèle de gestion des déchets qui s'inscrit dans une dynamique globale de protection de la planète et d'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) en faveur des villes durables.

Transportation and Logistics Sector

SMEs Sensitized on Possible Opportunities

■ This was during the 4th edition of the Business Series organised to sensitise Small and Medium Size Enterprises owners on how to improve their businesses.

LIENGU ETAKA ESONG

Economic liberation is a prerequisite for economic development and most Small and Medium Enterprises (SMEs) in Cameroon are still struggling to survive. Against this backdrop, the fourth edition of the Business Series organised by the United Bank of Africa (Uba) sought to educate owners of SMEs in the transport and logistics sector on better ways to manage their businesses and the opportunities offered by the bank. The bank believes that it is important for Africa to be conscious about the economic liberation of the continent, hence the eagerness of the authorities to support SMEs in the transport and logistics sector during the business series organised on September 27.

The aim is to train, educate and raise awareness on specific issues that affect their business. The theme of the fourth edition was: "Financing the Transport and Logistics Sector in Africa: Solutions from Uba and the African Conti-



More opportunities available.

ental Free Trade Area". During the discussion, experts looked at the financing options available and the approximately CFA 3.6 trillion in support for SMEs from the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). Uba Cameroon's Head of Retail Operations, Rose Bonny Wonja, explained that the bank's commitment to SMEs and the promotion of trade across Africa, and in particular in Cameroon, was behind its agreement with the AfCFTA Secretariat to

provide approximately CFA 3.6 trillion in financial support over the next three years to eligible businesses across the continent. The bank signed the agreement with AfCFTA on the sidelines of the 30th Afreximbank Annual Meetings (AAM), which took place in Accra, Ghana, on 19 June 2023. Under the terms of the agreement, the parties will promote the development of SMEs operating in four sectors that are largely import-dependent in the

first phase of the partnership by providing technical and financial solutions for intra-African/domestic alternatives. These sectors are agro-processing, automotive, pharmaceuticals, transport and logistics for small and medium enterprises (SMEs) in all 20 African countries where Uba operates. She also reiterated that one of the key initiatives of the AfCFTA agreement is to improve access to finance and markets for SMEs to enhance their growth

and contribution to Africa's socio-economic development.

Rose Bonny Wonja added that under the agreement, CFA 16 billion has been allocated to SMEs in Cameroon. "The bank comes in different aspects such as financing in terms of buying trucks because those who are mainly involved in transport need new trucks to do the job, to help them get good equipment to deliver goods and services". For her part, the Director of Trade for Came-

Fait divers

Akwa-nord

Les voleurs de bière finissent saouls

■ Trois repris de justice entrés par effraction dans un dépôt de boisson pour célébrer l'anniversaire de l'un d'entre eux ont été retrouvés ivres morts samedi matin.

Alliance NYOBIA

4 2 bières. Voilà le « bilan » du trio de repris de justice ayant forcé un dépôt de boisson dans la nuit de vendredi à samedi du côté de Bonewanda, par Akwa-nord (Douala V). Selon la gendarmerie, qui a appréhendé les concernés de la manière la plus aisée qui soit, tout est parti d'un projet de célébration d'anniversaire. Celui d'Odilon S., né un 4 octobre il y a 23 ans. L'intéressé, dont la carte nationale d'identité indique qu'il est jardinier, est sorti de prison en juillet dernier. Durant sa détention, il avait fait la connaissance de Pierre T., 36 ans, sans profession, et

d'Aurélien Marcel B., 26 ans, maçon, sortis du bagne en mars et mai 2024. Les trois hommes se sont liés d'amitié. Ce vendredi, il est donc question de fêter l'anniversaire d'Odilon. Le jardinier offre un pot. Ce sera deux bières chacun, dans le secteur dit « Ecole publique Deido ». Pas suffisant pour étancher la soif de ces bonshommes, qui n'ont plus de liquide, hélas ! La soirée est à peine entamée, pourtant. Pierre T. suggère qu'ils « travaillent » un peu. C'est ainsi que le sac d'une dame est arraché vers 22h au carrefour Bessengue. Mais le butin est maigre : huit cents francs et quatre carnets d'hôpital. La déception ne sera pas de longue durée, toutefois : Aurélien Marcel B. dit à ses compères qu'il a une fois « opéré » à Bonewanda, et qu'il y connaît un dépôt de boisson dont l'entrée arrière ferme mal.

La bande est arrivée en vue de la cible quand un tricycle y effectuait une ultime livraison, a patienté, et a investi les lieux vers 23h30, après que la patrouille a fermé. Dûment équipés, les

malfrats forcent l'arrière du magasin comme prévu, puis s'installent. Chacun tire à lui un casier, dont il se sert comme siège, puis tire un autre, où il se sert. Dans la foulée, un carton de biscuit destiné à l'achalandage d'une boutique de la propriétaire du dépôt passe à la trappe.

Il était question que les trois amis boivent, dorment un peu puis s'en aillent au petit matin. Ils ont bu, mais ont beaucoup dormi. Si leurs souvenirs sont exacts, Pierre T. a vidé douze bières, contre quinze chacun pour Aurélien Marcel B. et Odilon S. Nous tairons les trois marques concernées. On ignore dans quel ordre les « fêtards » ont sombré dans le « K.O. » éthylique.

Autour de 9h ce samedi, quand la responsable du dépôt ouvre, elle tombe sur trois individus endormis. Ils seront réveillés par des éléments d'une patrouille de la brigade territoriale de Deido, secoués et menottés dans la foulée. Ils ont tout avoué spontanément. « In vino veritas ».

Nyalla

Six tickets pour s'accoupler dans le car

■ Adalbert N., 41 ans, et Solange M., 27 ans, ont payé pour les deux dernières rangées d'un véhicule de transport vendredi entre Edéa et Douala, au motif qu'ils voulaient être à l'aise.

Adalbert N., 41 ans, forestier, et Solange M., 27 ans, agent de maîtrise dans une agro-industrie, ont été surpris dans une position peu orthodoxe vendredi nuit à Nyalla (Douala III), alors qu'ils bouclaient un voyage entre Edéa et Douala par minibus. Selon des informations obtenues par CT, c'est au moment d'un contrôle mixte au passage à niveau de ce quartier que leur manège a été mis à nu.

De fait, à en croire le chauffeur du minibus, en embarquant à Edéa, le couple a payé pour les six dernières places (neuf mille francs en tout), prétextant vouloir voyager à l'aise. L'affaire conclue, le véhicule a démarré, avec à son bord des gens qui rentraient d'un événement (non précisé), et dormaient presque tous. Landry K., autre passager, lui, ne dort pas. Et bien que l'habitacle du véhicule ne soit pas éclairé, son attention est attirée par des mouvements suspects à l'arrière.

Au passage à niveau de Nyalla, alors que le minibus est arrêté par des Fmo pour le contrôle, Landry K. suggère à un gendarme de jeter un œil sur les deux

Nkongsamba

Un forum d'opportunités en gestation



Une nouvelle vision du développement de Nkongsamba.

■ *C'est l'un des fruits de la récente tournée internationale effectuée par le maire de cette ville, et dont le compte rendu a été présenté aux populations le 2 octobre dernier.*

Georges Emmanuel TSAYID

Le maire de la ville de Nkongsamba, Frédéric Nzoki Epoh, a présidé ce 2 octobre une réunion de compte rendu de sa tournée effectuée récemment au Rwanda, en France, au Portugal et en Arabie Saoudite. CT apprendra qu'à Paris, la rencontre entre le maire et la diaspora de Nkongsamba a permis de poser les bases

du forum des opportunités économiques de Nkongsamba. Là-bas, un digne fils de Nkongsamba a créé une marque de bière qui marche plutôt bien : « La Nsambalaise ». Le maire de Nkongsamba a encouragé ce compatriote à venir implanter sa société à Nkongsamba. « A Paris, je suis allé dire à mes frères et sœurs : allons construire et développer Nkongsamba », a déclaré Frédéric Nzoki Epoh.

Le maire dit avoir été émerveillé à Braga (Portugal) où il a constaté que le « Koki Baneka » a hissé le Cameroun à de belles hauteurs gastronomiques. C'était à l'occasion du sommet mondial des villes créatives de l'Unesco. Grâce à son koki, Nkongsamba est la seule ville africaine intégrée dans le cercle des villes créatives de l'Unesco. Le séjour de Frédéric Nzoki Epoh a abouti

à l'élaboration d'un plan d'action qui permettra à la localité de consolider les acquis. Ce plan, a révélé le maire, va se décliner en la construction de grands restaurants spécialisés dans les mets patrimoniaux. « Nkongsamba aujourd'hui est l'une des meilleures destinations touristiques du Cameroun grâce à ses chutes, parmi les plus originales du monde. Il faut donc développer une gastronomie patrimoniale avec de grands restaurants afin que les touristes qui y affluent soient à l'aise, y restent et nous déversent des devises », a-t-il indiqué.

Bien que ne s'étant pas rendu en Arabie Saoudite, Frédéric Nzoki Epoh y a envoyé des plénipotentiaires de Nkongsamba : des maîtres d'hôtel. Ils y ont fait sensation grâce à une tisane présentée à

une foire internationale de gastronomie. Ces maîtres d'hôtel ont arraché un projet de construction d'un musée patrimonial avec des financements et investisseurs étrangers.

A Kigali, le maire Nzoki Epoh a été édifié sur le modèle de gouvernance urbaine de la capitale rwandaise. Des leçons qui seront appliquées à Nkongsamba dans un mois. « Désormais à Nkongsamba, toutes les maisons, commerces boutiques, étales, services administratifs doivent avoir des poubelles. Plus jamais de déversement d'ordures ni dans les rigoles, ni dans la rue. Ces actes sont désormais passibles d'amendes et de dénonciations. L'activité sera assortie d'un programme de ramassage d'ordures », a soutenu le maire de Nkongsamba.

room and CEMAC, Jackie Ngalle, called on the representatives of the logistics companies present to take advantage of the opportunities offered by the AfCFTA. She emphasised that the zone was creating new markets outside the CEMAC, and that it was important for SMEs to know that they could sell their goods either in Cameroon or within the CEMAC. The Business Series was also an opportunity for participants to be clarified on key issues ■

passagers du fond. Le pandore décale, puis allume sa torche. Le faisceau dévoile un homme assis, le pantalon baissé au niveau des genoux, et une femme assise sur lui. Ils sont face à face, bassin contre bassin. Le couple ne réagit pas au jet de lumière, parce que plongé dans le sommeil. Le gendarme demande au chauffeur de venir voir... Après avoir vu, ce dernier envoie une main par la fenêtre et tapote son « bon » client. Adalbert N. se réveille et sursaut : « C'est quoi ?! Nous sommes déjà arrivés ? ». La réponse lui viendra du gendarme : « Nous pensons que vous êtes arrivés au bout de vos ébats sexuels. Rhabiliez-vous et retrouvez-nous hors du véhicule, c'est une atteinte à la pudeur ». Solange s'est également réveillée en sursaut et a repris son siège normal, sans mot dire. Tous les passagers sont descendus à ce niveau, bien que le terminus soit à Logbaba. Le couple et le chauffeur ont été conduits dans une unité de police à Ndogpassi II ■

A.N

Makèpe

Poignardé après un pari

■ *Zachée S., étudiant, 24 ans, a été blessé vendredi par Donald H., 29 ans, employé au port, qui avait misé 50.000 F que la suspension par la Fifa du président de la Fécafoot avait été levée.*

Alliance NYOBIA

Une discussion de bar qui finit dans le sang. Zachée S., étudiant de 24 ans, et Donald H., 29 ans, employé de la place portuaire, discutaient football vendredi soir dans une vente-à-emporter à Makèpe, lieudit « Baho » (Douala V) quand, pour trancher un désaccord, le second a invité le premier à un pari. Selon des informations du commissariat de sécurité publique du 12^e arrondissement, Donald H. affirmait que la suspension par la Fifa du président de la Fécafoot, Samuel Eto'o Fils, avait été levée, et Zachée soutenait le contraire. Montant du pari, 50.000 F.

L'étudiant a demandé à son adversaire d'attendre, a foncé au domicile familial à Makèpe « Rond-point Petit pays », et est revenu avec sa mise. Donald H. avait sur lui ses 50.000 F, qu'il destinait au paiement de son loyer. Le défi a attiré l'attention de quelque huit autres clients, mués pour la circonstance en témoins et garants des règles. Les deux parieurs ont résolu de s'en remettre à un « expert » en football habitant Logpom. Un tiers est allé chercher ce « care taker » (terme plus connu aujourd'hui sous sa version érodée « katika »). La tenancière, qui voulait fermer, en a été empêchée. En attendant l'arbitre de leur match, Donald aurait déclaré qu'il paierait plutôt deux mois de loyer d'un coup, certain de sa victoire.

Arrivé en voiture, le spécialiste a demandé 5.000 F pour son carburant. Donald H. a payé de sa poche. L'homme a alors pianoté sur son téléphone et déroulé le point sur la question jusqu'à ce vendredi 4 octobre à 22h40. Puis a appelé et mis sur haut-parleur un correspondant à l'étranger, présenté comme un communicant de la Fifa - qui serait un Malgache. Le résultat s'est imposé de

lui-même : Zachée S. a gagné le pari. Le pactole dans sa sacoche, l'étudiant sort dix mille francs pour une tournée. Daniel reçoit une bière, mais elle ne passe pas bien. Outre la sueur, il doit essuyer quelques quolibets. Assis à l'extérieur, il fume plusieurs bâtons de cigarette à la suite, puis s'en va.

Zachée offre une « séparante » à deux ou trois personnes encore présentes, et prend la route à son tour. Alors qu'il attend une moto, il voit Donald surgir devant lui, poignard à la main. L'agresseur exige la sacoche. L'agressé résiste, et prend deux coups de couteau, à l'épaule et au dos. Il tombe, hurlant de douleur. Donald H. s'enfuit, emportant, aux dires de sa victime, environ cent dix mille francs en tout. L'étudiant réussira quand même à ôter son vêtement et à le rouler en boule contre ses blessures, avant de se mettre à appeler à l'aide. Rentrant de leur côté, les derniers buveurs ont vu passer Donald à toute allure. Peu après, l'un d'eux entendra les cris de détresse de Zachée. Ce dernier leur a donné le numéro de sa sœur, qui l'a conduit dans une clinique. Aux dernières nouvelles, Donald H. court toujours ■

West

Pupil Lawyers Sworn Into Bar Council



Pupil Magistrates determined to uphold legal norms.

Marius BANFEGHA (Intern)

Bafoussam (Mifi) - The heavily attended event was presided at by the President of the Bafoussam High Court, Zindi Bonaventure, assisted by Emirant State Council, Belind Mekok, in the presence of several personalities, including the Governor of the West Region, Awa Fonka Augustine, and the President of the Cameroon Bar Association, Mbah Eric Mbah, among others. Speaking at the event, Maître Mbah challenged the newly sworn-in advocates of justice, to diligently dispense their functions. He also told them that, the oath they have taken opens doors to many opportunities in the profession. Barrister Lele Ngute Benedicte, is one of the pupil lawyers, who was newly admitted into the Cameroon

Bar Association. "I swear to perform my duties as counsel, for the defense, or as legal adviser, in total independence, with dignity, consciousness, and humanness, in accordance with the ethics of my profession, and with due respect to the courts and tribunals, and to the laws of the Republic." She added that, they are going to have a serious internship, which will last for two years, and afterwards, they will write another exam, to be sworn-in as full advocates. They have more duties, than opportunities towards citizens. Nerissa Niba is another newly received, and says, it's been a long journey, and she is grateful to God, for this opportunity. She plans to go in for research, meet senior lawyers, and get more strategies, to handle legal issues, given the evolving world of law. According to the President of the

Bar Association, Mbah Eric Mbah, it is with pleasure, that they received the young Cameroonians, who expressed their passion, to serve the nation, through the Ministry of Justice. Some 2.016 lawyers, out of 5.300, succeeded to go through thorough training, for two years nationwide. He reminded them that, they are not yet lawyers, but after their internship, they will become full professionals, adding that, misunderstandings from this first swearing-in usually gets many of the rails. He went further to say that, as pupil magistrates, they are not supposed to handle any files, except with the permission of a senior lawyer. By adhering to the principles set forth during the swearing-in ceremony, the pupil magistrates, will ensure that, they serve their clients and society, with honor and respect. ■

Extrême-Nord

50 kits scolaires et 40 tables-bancs offerts



Rentrée assurée pour les bénéficiaires.

Joël MAMAN

Kaélé (Mayo-Kani) - Du baume au cœur pour des élèves de l'arrondissement de Kaélé, département du Mayo-Kani, région de l'Extrême-Nord. Vendredi, 27 septembre dernier, l'association Tai Zah Moundang a apporté un appui aux enfants scolarisés défavorisés et offert des tables-bancs à trois écoles. Pour cette cinquième édition, l'association constituée ma-

jitotairement d'étudiants et jeunes Moundang, a réuni grâce à ses membres et à des âmes de bonne volonté, 1,5 million de F. Un montant jamais mobilisé depuis la création de l'association en 2019, et qui a permis de venir en aide à une cinquantaine d'élèves et offrir 40 tables-bancs. «Nous avons remarqué que beaucoup de nos petits frères sont délaissés dans les quartiers, pas parce qu'ils ne sont pas intelligents, mais faute de moyens pour les envoyer à l'école.

Centre

Du matériel didactique pour des écoles



Un paquet minimum qui vient à point nommé.

Yaoundé III (Mfoundi). Roland Ndi Fouda, président de la sous-section Rdpc Efoulan-Mvolyé dans l'arrondissement de Yaoundé III a remis du matériel didactique à quelques établissements scolaires jeudi dernier. Cahiers, cartons de craie, stylos, paquets de couleurs constituent, entre autres objets remis au personnel enseignant des complexes scolaires primaire et maternel Mvolyé-Efoulan. La remise symbolique du paquet minimum a eu lieu en présence des autorités traditionnelles de l'arrondissement ainsi que tous les directeurs des écoles bénéficiaires. « Ces dons ne peuvent que susciter un sentiment de joie. Nous disons grandement merci pour tout ce que M. Ndi fait pour le complexe scolaire d'Efoulan », a salué Chantal Ndoumou, directrice de l'école publique Mvolyé-Efoulan 3-B. Cela fait trois ans que cette élite de l'arrondissement assiste les établissements scolaires de son arrondissement. Pour le donateur, il est de sa responsabilité de participer au développement

local. « L'acte que nous avons posé ce matin participe à cet élan qui doit caractériser chaque élite. Nous avons eu la chance d'organiser cette cérémonie avec le concours d'une élite de cet arrondissement, l'intendant principal du Palais présidentiel qui a pu apporter son appui pour la réalisation de tout ce que vous avez vu », a souligné Roland Ndi Fouda. Pour la suite, le donateur entend organiser des rencontres avec les élites de l'arrondissement pour améliorer les conditions d'éducation des enfants. Au niveau des établissements maternels, le corps enseignant a reçu des dons de cahiers, blocs-notes et paquets de couleurs avec lesquels ils vont enseigner les enfants. « Je suis ici depuis 1999 et nous n'avons jamais reçu un hôte avec des dons. Nous sommes vraiment contents du geste et nous souhaitons qu'il continue », a remercié Sylvie Efoa, directrice de l'école maternelle de Mvolyé-Efoulan groupe B.

Rabiyatou IBRAHIM

Remerciements



Madame Booto à Ngon Colette et les enfants, profondément touchés par vos marques de compassion ainsi que vos appuis multiformes à l'occasion des obsèques de leur époux et père, **Sa Majesté BOOTO à NGON B. Charles René**, chef du canton Ngam, Directeur général de l'Agence des normes et de la qualité (Anor), qui se sont déroulées les 08, 09 et 10 août 2024 à Yaoundé et à Bafia, vous prient de trouver ici leur sincère gratitude. Que l'Eternel notre Dieu vous accorde davantage de grâces et de bénédictions.

Adamaoua

Des chercheurs s'intéressent aux abeilles



Pour l'avancement de la recherche.

Alain MAZDA

Ngaoundéré (Vina) - Il s'est tenu du 3 au 10 septembre 2024, à l'université de Ngaoundéré, un workshop, fruit du projet PLAN4BEE, dont l'objectif est d'établir un réseau de collaboration entre chercheurs africains et allemands entre qui étudient les abeilles. Il vise principalement à soutenir la recherche sur ces précieux insectes et à montrer leur importance dans l'amélioration des rendements agricoles.

Cet atelier, parrainé par le recteur de l'université de Ngaoundéré, a réuni les universitaires et chercheurs africains venus de huit pays africains : Afrique du Sud, Bénin, Burkina

Fasso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Nigéria, Uganda et Cameroun. Les partenaires allemands venaient de quatre universités germaniques. Ce séjour scientifique est financé par la Fondation allemande pour la recherche (DFG), dans le cadre du partenariat entre chercheurs Allemands et Africains. Le porteur du projet du côté allemand est le Dr. Abdulrahim Alkassab de Julius Kühn Institute (JKI) et du côté africain, le Pr. Mazi Sanda de l'université de Ngaoundéré.

Les échanges (en salle et sur le terrain) entre les universitaires en présence des étudiants des cycles master et doctorat, ont permis d'établir des partenariats, de rédiger des pro-

jets de recherche, de disponibiliser des laboratoires pour les étudiants et de bénéficier de co-encadrements des travaux de recherche. A l'issue des échanges, il a été mis sur pied une rencontre bisannuelle entre les parties. Cette rencontre va permettre aux chercheurs de réfléchir sur les différents axes de recherche dans le domaine des abeilles et de l'agriculture afin de permettre le développement de ce domaine en Afrique. Le Pr. Mazi Sanda va finaliser les documents et organisera la première rencontre en 2026. Ce workshop fait suite au premier qui s'est tenu du 8 au 10 avril 2024 à Bonn et au second tenu à Braunschweig en Allemagne, du 15 au 17 avril 2024.

Sud

15 corps abandonnés inhumés



Des cercueils entreposés pour le dernier voyage vers l'éternité.

Ebolowa (Mvila) - Ce sont près de 15 corps et un pied humain non identifiés en souffrance à la morgue de l'hôpital régional d'Ebolowa, depuis 2021 pour certains, qui ont été confiés aux services de la communauté urbaine pour inhumation le jeudi, 26 septembre 2024.

Une bonne partie de ces dépouilles ont été remises à la communauté urbaine d'Ebolowa, pour inhumation d'une manière collective au cimetière EPC-Elat, Nkongessombo, Ebolowa 1er. D'après le communiqué officiel signé du préfet du département de la Mvila, Marcel Tam Likeng, des corps abandonnés provenant tantôt des cas d'accident, des prisonniers et de plusieurs autres cas mortels ont été tous rassemblés pour cette opération.

D'après des sources proches de l'hôpital régional, un nombre pas assez important de corps sont enlevés de façon sporadique sur la voie publique. Ces mêmes sources soulignent également que depuis un moment, beaucoup d'efforts

ont été fournis par les autorités municipales et administratives, afin de rendre cette opération, difficile au départ, assez pratique. Depuis lors, « le ramassage et l'inhumation des corps abandonnés est maintenant bien organisé dans la ville d'Ebolowa », souligne une infirmière. Un arrêté préfectoral a même été pris pour ce procédé mettant sur pied un comité chargé de l'enlèvement et de l'inhumation des corps abandonnés. L'opération nécessitant Pour ce qui est de l'enlèvement des corps sur la voie publique, il peut être effectué par les sapeurs-pompiers ou autres forces de l'ordre. Les dépouilles sont ensuite conduites à la morgue de l'hôpital régional, considérée comme morgue centrale de la ville. Tous les corps ramassés bénéficient d'un examen sommaire qui est une confirmation légale d'une enquête prescrite par le procureur de la République. Après un certain temps, l'inhumation collective est programmée.

Benjamin MVOMO ESSOUMA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

SOUS-DIRECTION DE LA SOLDE ET DES PENSIONS

N° 113-233
/C/MINSANTE/SG/DRIH/SOSP/SR/BAFS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES

SUB-DEPARTMENT OF SALARY AND PENSIONS

COMMUNIQUE

LE MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE, LE Dr MANAOUA MALACHIE INVITE, LES PERSONNELS DONT LES NOMS SUIVENT, EN SERVICE DANS SON DEPARTEMENT MINISTERIEL, A SE PRESENTER A LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES (PORTE 318), DANS UN DELAI DE 30 JOURS, DES DIFFUSION DU PRESENT COMMUNIQUE, POUR AFFAIRE URGENTE LES CONCERNANT, FAUTE DE QUOI, ILS S'EXPOSENT AUX SANCTIONS DISCIPLINAIRES PREVUES PAR LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR.

IL S'AGIT DE:

N°	NAMES AND SURNAMES	SERVICE NUMBER	DEGREE
01	HYE NDINDJOCK Guillaume Richard	R-046388	Médecin
02	TCHOUTEDJEM KAMGA Ariette Christiane	I-084944	Médecin
03	NGOCK DIME Paul Akhenaton	T-045078	Médecin

Le Secrétaire Général
par intérim
Boukar O. Kella

oi-20242332/PA

Le Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles (PD-CVA), informe les autorités administratives, traditionnelles et les populations du village Ngoumba par Njombe Penja, de la tenue de la réunion de consultation publique de l'EIES Sommaire du projet de construction d'une unité d'extraction d'huile de palme le 10 octobre 2024 à 10h à l'esplanade de la chefferie dudit village.

**Le Coordonnateur National du PD-CVA
Mme Atanga M. Jeanine
Ingénieur Agronome-Economiste Hors-Echelle**

oi-20242730/PA

Dial
694 89 49 83
To contact
SMC
SOPECAM MARKETING AND COMMUNICATION
Cameroon
AND PUBLISH YOUR ADVERTS IN *tribune*



Déclaration de l'IRPP 2023

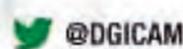
Évitez le stress et la pression de dernière minute.

Faites votre **déclaration de l'IRPP** maintenant.

Rendez-vous sur le site Web de la DGI à l'adresse **www.impots.cm**

En cas de difficulté, le **Helpdesk*** et le **Call Center*** de la DGI sont à votre disposition.

Helpdesk*
<https://support.harmony2.cm>





2023 Personal Income Tax

Avoid the last-minute stress and pressure.

Submit your **Personal Income Tax return** now.

Visit the website of the DGT at

www.impots.cm

For assistance, the DGT's **Helpdesk*** and **Call Center*** are available to support you.

Helpdesk ★
<https://support.harmony2.cm>



DGICAM | @DGICAM



NOUVELLES CONDITIONS DE BANQUE APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DES ASSOCIATIONS, PROFESSIONNELS ET ENTREPRISES À COMPTER DU 1^{ER} OCTOBRE 2024

Les montants affichés sont en hors taxes et en toutes taxes comprises. Société Générale Cameroun prélèvera pour le compte de l'État les taxes et impôts aux taux officiels en vigueur. Pour toute réclamation contactez notre département qualité : departement.qualite@socgen.com

PRODUITS ET SERVICES	TARIFS		OBSERVATIONS
	(FCFA HT)	(FCFATTC)	
1. BANQUE ET CREDIT			
1.1. Services de banque de détail			
Compte courant	0,00	0,00	
Compte d'épargne	0,00	0,00	
Compte de dépôt	0,00	0,00	
1.2. Services de banque d'entreprise			
Compte courant	0,00	0,00	
Compte d'épargne	0,00	0,00	
Compte de dépôt	0,00	0,00	
1.3. Services de banque de financement			
Crédit à court terme	0,00	0,00	
Crédit à moyen terme	0,00	0,00	
Crédit à long terme	0,00	0,00	
1.4. Services de banque de gestion			
Gestion de portefeuille	0,00	0,00	
Gestion de patrimoine	0,00	0,00	
1.5. Services de banque de conseil			
Conseil en stratégie	0,00	0,00	
Conseil en gestion	0,00	0,00	
1.6. Services de banque de gestion de risques			
Gestion de risques	0,00	0,00	
1.7. Services de banque de gestion de la trésorerie			
Gestion de la trésorerie	0,00	0,00	
1.8. Services de banque de gestion de la relation client			
Gestion de la relation client	0,00	0,00	
1.9. Services de banque de gestion de la conformité			
Gestion de la conformité	0,00	0,00	
1.10. Services de banque de gestion de la sécurité			
Gestion de la sécurité	0,00	0,00	
1.11. Services de banque de gestion de la qualité			
Gestion de la qualité	0,00	0,00	
1.12. Services de banque de gestion de la performance			
Gestion de la performance	0,00	0,00	
1.13. Services de banque de gestion de la durabilité			
Gestion de la durabilité	0,00	0,00	
1.14. Services de banque de gestion de la transparence			
Gestion de la transparence	0,00	0,00	
1.15. Services de banque de gestion de la responsabilité			
Gestion de la responsabilité	0,00	0,00	
1.16. Services de banque de gestion de la confiance			
Gestion de la confiance	0,00	0,00	
1.17. Services de banque de gestion de la réputation			
Gestion de la réputation	0,00	0,00	
1.18. Services de banque de gestion de la fidélité			
Gestion de la fidélité	0,00	0,00	
1.19. Services de banque de gestion de la loyauté			
Gestion de la loyauté	0,00	0,00	
1.20. Services de banque de gestion de la probité			
Gestion de la probité	0,00	0,00	
1.21. Services de banque de gestion de la sincérité			
Gestion de la sincérité	0,00	0,00	
1.22. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
1.23. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
1.24. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
1.25. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	

PRODUITS ET SERVICES	TARIFS		OBSERVATIONS
	(FCFA HT)	(FCFATTC)	
2. BANQUE ET CREDIT			
2.1. Services de banque de détail			
Compte courant	0,00	0,00	
Compte d'épargne	0,00	0,00	
Compte de dépôt	0,00	0,00	
2.2. Services de banque d'entreprise			
Compte courant	0,00	0,00	
Compte d'épargne	0,00	0,00	
Compte de dépôt	0,00	0,00	
2.3. Services de banque de financement			
Crédit à court terme	0,00	0,00	
Crédit à moyen terme	0,00	0,00	
Crédit à long terme	0,00	0,00	
2.4. Services de banque de gestion			
Gestion de portefeuille	0,00	0,00	
Gestion de patrimoine	0,00	0,00	
2.5. Services de banque de conseil			
Conseil en stratégie	0,00	0,00	
Conseil en gestion	0,00	0,00	
2.6. Services de banque de gestion de risques			
Gestion de risques	0,00	0,00	
2.7. Services de banque de gestion de la trésorerie			
Gestion de la trésorerie	0,00	0,00	
2.8. Services de banque de gestion de la relation client			
Gestion de la relation client	0,00	0,00	
2.9. Services de banque de gestion de la conformité			
Gestion de la conformité	0,00	0,00	
2.10. Services de banque de gestion de la sécurité			
Gestion de la sécurité	0,00	0,00	
2.11. Services de banque de gestion de la qualité			
Gestion de la qualité	0,00	0,00	
2.12. Services de banque de gestion de la performance			
Gestion de la performance	0,00	0,00	
2.13. Services de banque de gestion de la durabilité			
Gestion de la durabilité	0,00	0,00	
2.14. Services de banque de gestion de la transparence			
Gestion de la transparence	0,00	0,00	
2.15. Services de banque de gestion de la responsabilité			
Gestion de la responsabilité	0,00	0,00	
2.16. Services de banque de gestion de la confiance			
Gestion de la confiance	0,00	0,00	
2.17. Services de banque de gestion de la réputation			
Gestion de la réputation	0,00	0,00	
2.18. Services de banque de gestion de la fidélité			
Gestion de la fidélité	0,00	0,00	
2.19. Services de banque de gestion de la loyauté			
Gestion de la loyauté	0,00	0,00	
2.20. Services de banque de gestion de la probité			
Gestion de la probité	0,00	0,00	
2.21. Services de banque de gestion de la sincérité			
Gestion de la sincérité	0,00	0,00	
2.22. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
2.23. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
2.24. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	
2.25. Services de banque de gestion de la franchise			
Gestion de la franchise	0,00	0,00	

MISE A JOUR LE 1^{ER} OCTOBRE 2024

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
Ministère des Postes
et Télécommunications
Projet d'accélération de la transformation
numérique au Cameroun
Unité de gestion du projet



COOPERATION
Cameroon-World Bank
Cameroun-Banque mondiale



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
Ministry of Posts and
Telecommunications

Project for the Acceleration of Digital
Transformation of Cameroon
Project Implementation Unit

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N° 020 RELATIF A LA SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DES PUBLI-REPORTAGES DANS LE CADRE DU PATNUC

DATE : 02 Octobre 2024 - FINANCEMENT : IDA 69870-CM

Cette sollicitation de manifestation d'intérêt fait suite à l'Avis Général de Passation des Marchés de ce projet publié dans le Journal des Marchés (JDM) le 14 mars 2023 dans le Cameroon Tribune du 17 mars 2023 et dans STEP le 20 mars 2023

I- Contexte et justification

Le gouvernement du Cameroun a bénéficié d'un prêt de la Banque mondiale d'un montant de 100 millions USD pour mettre en œuvre le Projet d'accélération de la transformation numérique au Cameroun (PATNUC). Le PATNUC est placé sous la tutelle du ministère des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL) et a pour objectif d'accroître l'inclusion numérique et l'utilisation de solutions agricoles numériques par des petits exploitants agricoles acteurs des chaînes de valeur agricoles cibles. Le PATNUC incarne ainsi l'approche de la transformation numérique. Il cible un secteur hautement stratégique pour le Cameroun tout en proposant de réformer le cadre réglementaire du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce projet, avec son investissement dans la connectivité et les compétences numériques, soutient des interventions qui tirent partie des innovations numériques favorables à la stimulation de la croissance agricole. C'est à l'effet de contribuer, en fin de compte, à l'amélioration de la qualité des moyens de subsistance en milieu rural.

Quatre (04) composantes structurent le PATNUC : (i) stratégie, politique publique et réglementation numériques pour l'inclusion et la transformation numérique ; (ii) connectivité et inclusion numériques ; (iii) facilitation de l'implémentation des solutions numériques basées sur les données dans le secteur agricole ; et (iv) gestion du projet et l'engagement citoyen. Le gouvernement, à travers la SND30, ambitionne d'enclencher véritablement la transformation structurelle de l'économie camerounaise qui s'appuiera sur une modernisation du secteur agricole (agriculture, élevage, pêche et aquaculture) au moyen de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des exploitations familiales agricoles et de la promotion d'une dynamique d'industrialisation véritable. La modernisation du secteur agricole devra s'appuyer sur un écosystème numérique en constante évolution dans le pays qui trace la voie de l'économie digitale.

La stratégie de communication du PATNUC a fait l'objet d'une validation partielle. Sa validation définitive est attendue de la Banque mondiale suite à l'intégration des observations formulées par ladite institution. Toutefois, la Banque mondiale a autorisé, lors d'une réunion de coordination, de déclencher la mise en œuvre des activités de communication consignée dans le document de stratégie pour l'exercice 2024.

C'est dans cette optique que le PATNUC entend recruter un consultant qui aura la charge de la conception et la production des publi-reportages sur les missions du projet.

II- Objectifs du projet

a. Objectif global

L'objectif global est de recruter un consultant chargé de la conception et à la production des publi-reportages sur les missions du PATNUC afin d'assurer la visibilité des activités du projet.

b. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- Transformer les opportunités offertes par le projet en articles de presse dits de commande tout en déclinant les conditions d'accès ;

- Faire la collecte des informations sur le terrain ;
- Traiter et diffuser et/ou publié lesdites informations

III- Résultats attendus

- Les opportunités offertes par le projet sont transformées en articles de presse dits de commande tout en déclinant les conditions d'accès ;
- La collecte des informations sur le terrain est effective ;
- Les dites informations sont traitées et diffusées et/ou publiées ;

IV- Durée de la mission

La mission se déroulera pour une durée d'un (01) mois.

V- Profil du consultant

Le présent avis à manifestation d'intérêt est ouvert aux entreprises ou groupement d'entreprises de communication spécialisés dans la production des reportages et publi-reportages dont le profil se présente comme suit :

-Le consultant devra être sélectionné selon les critères suivants :

- Justifier le statut juridique de consultant ;
- Avoir une expérience générale d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de la communication ;
- Avoir organisé la publication ou la diffusion d'un minimum de cinq (05) activités médiatiques (reportage, publi-reportage, voyage de presse, table ronde, décrochages médiatiques)
- Avoir une expérience avec un projet de développement financé par les bailleurs de fond serait un atout.

Il devra travailler avec un personnel constitué de :

❖ Un Chef de projet qui devra :

- Avoir au moins un diplôme de Bac + 4 en journalisme, en communication, en publicité, en marketing ou dans tout autre domaine connexe ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) dans le domaine de la communication ;
- Avoir organisé au moins activités médiatiques (reportage, publi-reportage, voyage de presse, table ronde, décrochages médiatiques)

❖ Un Infographiste qui devra :

- Avoir au moins d'un diplôme de bac + 2 en infographie ou dans un domaine connexe ;
- Avoir une expérience d'au moins cinq (05) dans le domaine de la Communication ;
- Avoir organiser au moins deux (02) campagnes de diffusion.

NB :

- Le personnel proposé par le cabinet sera évalué sur la base des documents tels que :

Une copie du diplôme requis ;

Un Curriculum vitae daté et signé par le concerné ;

Au moins un justificatif de son expérience (contrats de travail, attestation et certificat de travail)

A qualifications proches, les candidatures féminines seront préférées, tout comme l'aptitude pour les consultants d'exercer à la fois en français et en anglais.

Le PATNUC est fortement engagé dans le respect de l'approche genre. Le projet reconnaît qu'une équipe diversifiée de femmes et d'hommes est capitale pour

l'atteinte de ses objectifs.

Le projet ne tolère aucun acte de Violence Basée sur le Genre (VBG), ni Exploitation et Abus Sexuels (EAS) encore moins le Harcèlement Sexuel (HS). Aussi a-t-il élaboré des codes de conduite dont la signature est obligatoire pour ses partenaires ainsi que la mise en œuvre des activités de prévention des VBG/AES/HS dans leurs interventions.

VI- Méthode de sélection du consultant et présentation des offres

La sélection du consultant se fera selon la méthode de « Sélection basée sur la Qualification des Consultants (SQC) » telle que décrite dans le Règlement de la passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, édition de juillet 2016 revue en octobre 2017, puis août 2018 et novembre 2020, et Janvier 2023. La langue de travail est le français ou l'anglais. Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 7.11 et 7.12 dudit règlement, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts, sont applicables.

Les offres rédigées en français ou en anglais devront contenir une documentation constituée de :

- Une lettre de motivation ;
- La justification du statut juridique du consultant ;
- La méthodologie de travail accompagnée d'un calendrier de mobilisation des experts impliqués ;
- Les pièces justificatives (copies des marchés similaires, PV de réception ou attestation de services fait, référence des experts) permettant la vérification des critères de sélection tel que présenté ci-dessus.

VII- Délai de dépôt des manifestations d'intérêts, adresse et obtention des informations complémentaires

Les termes de référence de cette prestation sont disponibles dans le UNDB online (<https://devbusiness.un.org>) et peuvent être obtenus en version PDF par courriel à : procurement@patnuc.cm.

Les manifestations doivent parvenir au plus tard **24 Octobre 2024, à 15 heures :**

- soit par courriel à : procurement_pubilreportages@patnuc.cm. Le format du fichier est le format PDF. L'offre doit être incluse dans un fichier unique avec le nom qui respecte la nomenclature suivante : {CONSULTANT}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex : CANON_ASMI003_23052023.pdf).
- soit déposées sous pli fermé en cinq (05) exemplaires (un original et quatre copies) à l'Unité de gestion du Projet, à la Nouvelle route Bastos ,derrière Tradex ,bâtiment Ancien SNV. Tél. :+237 222 232 628 portant la mention :

« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET N° 020 DU 02 Octobre 2024 RELATIF A LA SELECTION D'UN CONSULTANT POUR LA CONCEPTION ET LA PRODUCTION DES PUBLI-REPORTAGES DANS LE CADRE DU PATNUC »

Le Coordonnateur National du PATNUC
Dr MFUH Windfred FUAYE KENJI

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie
Ministère des Postes
et Télécommunications
Projet d'accélération de la transformation
numérique au Cameroun
Unité de gestion du projet



COOPERATION
Cameroon-World Bank
Cameroun-Banque mondiale



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland
Ministry of Posts and
Telecommunications
Project for the Acceleration of Digital
Transformation of Cameroon
Project Implementation Unit

A CALL FOR THE MANIFESTATION OF INTEREST N° .020. RELATING TO THE SELECTION OF A CONSULTANT TO DESIGN AND PRODUCE ADVERTORIALS WITHIN THE FRAMEWORK OF PATNUC

DATE : 2nd October 2024 - FUNDING: IDA 69870-CM

This request for expressions of interest follows the General Procurement Notice for this project published in the Contract logbook (JDM) on 14th March 2023, on Cameroon Tribune on the 17th March 2023 and in the World Bank Procurement System (STEP) on the 20th March 2023

I- Context and justification

The Government of Cameroon has received a USD 100 million loan from the World Bank to implement the Cameroon Digital Transformation Acceleration Project (PATNUC). PATNUC is under the supervision of the Ministry of Posts and Telecommunications (MINPOSTEL) and aims to increase digital inclusion and the use of digital agricultural solutions by small farmers involved in targeted agricultural value chains. PATNUC thus embodies the digital transformation approach. It targets a highly strategic sector for Cameroon while proposing to reform the regulatory framework of the information and communication technologies (ICT) sector. With its investment in connectivity and digital skills, this project supports interventions that take advantage of digital innovations to stimulate agricultural growth. This will ultimately contribute to improving the quality of rural livelihoods.

Four (04) components structure PATNUC: (i) digital strategy, public policy and regulation for digital inclusion and transformation; (ii) digital connectivity and inclusion; (iii) facilitating the implementation of data-based digital solutions in the agricultural sector; and (iv) project management and citizen engagement. Through the NDS30, the government aims to really kick-start the structural transformation of the Cameroonian economy, which will be based on modernizing the agricultural sector (agriculture, livestock, fisheries and aquaculture) by improving the productivity and competitiveness of family farms and promoting a genuine industrialization dynamic. The modernization of the agricultural sector will need to be underpinned by a digital ecosystem that is constantly evolving in the country and that is paving the way for the digital economy.

The PATNUC communication strategy has been partially validated. Its final validation is awaited from the World Bank following the integration of comments made by this institution. However, at a coordination meeting, the World Bank authorized the implementation of the communication activities set out in the strategy document for the 2024 financial year. It is in this light that, PATNUC intends to recruit an individual consultant who will be responsible for designing and producing advertorials within the framework of PATNUC.

II- Objectives of the project

a. Global objective

The overall objective is to recruit a consultant responsible for the design and production of advertorials on PATNUC's missions in order to ensure the visibility of the project's activities.

b. Specific objectives

More specifically it would entail:

- Transforming the opportunities offered by the project into commissioned press articles, while specifying the conditions of access,
- Gathering information in the field,
- Processing and disseminating and/or publishing this information.

III- Expected results

- The opportunities offered by the project are transformed into commissioned press articles, while specifying the conditions of access,
- Information is collected in the field,
- This information is processed and disseminated and/or published.

IV- Duration of mission

The assignment will last **one (01) month**.

V- Profile of the consultant

This call for the manifestation of interest is open to communication companies or groups of companies specializing in the production of reports and advertorials with the following profile:

The consultant must be selected on the basis of the following criteria:

- Proof of legal status as a consultant
- Have at least five (05) years' general experience in the field of communication;
- Have organized the publication or broadcast of a minimum of five (05) media activities (report, advertorial, press trip, round table, media coverage)
- An experience with a donor-funded development project would be an asset.

He/she will have to work with a staff consisting of:

A Project Manager who must:

- Have at least a 4-year (Post graduate) degree in journalism, communications, advertising, marketing or any other related field;
- Have at least five (05) years' experience in the field of communications;
- Have organized at least one media activity (report, advertorial, press trip, round table, media coverage).

A graphic designer who must:

- Have at least a 2-year higher education diploma (BAC +2) in computer graphics or a related field;
- Have at least five (05) years' experience in the field of communications;
- Have organized at least two (02) broadcast campaigns.

NB:

- The expert proposed by the firm will be evaluated if, and only if, the expression of interest includes:
 - A copy of the required diploma
 - A curriculum vitae dated and signed by the person concerned;
 - At least one proof of experience (work contracts, attestation and work certificate).
- Where qualifications are similar, female candidates will be preferred, as will the ability of consultants to work in both French and English.

PATNUC is strongly committed to the gender approach. The project recognizes that a diverse team of women and men is crucial to the achievement of its objectives.

The project does not tolerate any act of Gender-Based Violence (GBV), Sexual Exploitation and Abuse (SEA) or Sexual Harassment (SH). It has therefore drawn up codes of conduct that its partners are obliged to sign, as well as implementing GBV/SEA/HS prevention activities in their work.

VI- Method of selection of the consultant and the

presentation of bids

The selection of Consultants shall be done following the method known as "Selection based on Consultants' Qualifications" (SQC) as described in the Procurement Regulations for Borrowers Applying for World Bank Investment Project Financing (IPF), July 2016, revised in October 2017, then August 2018 and November 2020 editions. The working languages are French and English. Consultants are also advised that the provisions of Paragraphs 7.11 and 7.12 of the said Regulations, relating to the World Bank's rules on conflict of interest, are applicable.

The Manifestation of interest written in either French or English languages must contain the following documents:

- A letter of expression of interest addressed to the National Coordinator of PATNUC,
- Proof of the Consultant's legal status,
- A work methodology, alongside a timetable for mobilizing the experts involved,
- Supporting documents (copies of similar contracts, acceptance reports or certificate of services rendered, expert references) to enable verification of the selection criteria as set out above.

VII- Deadline for the submission of manifestation of interests or bids, address and getting additional information:

Interested consultants can obtain additional information by e-mail on working days and time from the Project Implementation Unit by telephone on (237) 242 237 222, Email: procurement_pubilreportages@patnuc.cm The terms of reference for this service are available in the UNDB online (<https://devbusiness.un.org>) and can be obtained in PDF version by e-mail at: procurement_auditcadre@patnuc.cm Submissions must reach on the 24th October 2024 by 3 p.m. at the latest:

Either by e-mail to: procurement_pubilreportages@patnuc.cm

- The file format is PDF. The tender must be included in a single file with a name that complies with the following nomenclature: {TENDER}_{NumASMI}_{DATESOUMISSION}.pdf Ex (Ex: CANON_ASMI003_23052023.pdf). Any non-compliant offer will be rejected.
- or submitted in a sealed envelope in five (05) copies (one original and four copies) to the Project Implementation Unit, at Nouvelle route Bastos, behind TRADEX, former SNV office Tel: +237 222 232 628 with the following inscription:

« A CALL FOR THE MANIFESTATION OF INTEREST N° 020...RELATING TO THE SELECTION OF A CONSULTANT TO DESIGN AND PRODUCE ADVERTORIALS WITHIN THE FRAMEWORK OF PATNUC »

The National Coordinator of PATNUC
Dr. MFUH Windfred FUAYE KENJI

Cameroon-Kenya Lions Begin Camping Today

■ Head Coach Marc Brys unveiled his 24-man squad for the double-header during a press conference organized at the Cameroon Football Federation in Yaounde on October 5, 2024.

Dilian WELLENG

Cameroon begins camping ahead of a double confrontation against Kenya today October 7, 2024 at the Hilton hotel in Yaounde. The first leg is billed for October 11 in Yaounde and the second is slated for Kampala, Uganda on October 14. These encounters count for the third and fourth match playing days of 2025 Africa Cup of Nations qualifiers. Ahead of the games, Head Coach Marc Brys announced his 24-man squad during a press conference at the headquarters of the Cameroon Football Federation (FECAFOOT) in Yaounde on October 5, 2024. The squad features a blend of experienced players and promising young talents. Notable inclusions in the team are newcomers James Ndjeungoue, Martin Atemengue, and Patrick Soko. The coach emphasised the importance

of maintaining squad cohesion while also introducing young blood to inject new energy and ideas. In the goalkeeping compartment, Coach Marc Brys has gone with his usual trio of Onana, Omosola and Ngapandouetnbu. André Onana's first choice position cannot be argued looking at his exploits. He was recently named Manchester United's player of the month of September. The two Simon's; Omosola and Ngapandouetnbu are still serving as backup. Coach Marc Brys was questioned on Fabrice Ondo's absence amidst his strong form. The Coach explained that Cameroon possesses a wealth of talented players, many of whom are competing at top clubs. This makes it challenging to select a final squad. He stated that he prioritizes players who fit the specific profile he desires for each position. The defence compartment plays host to one of the new comers;



Maintaining squad cohesion while introducing young blood.

James Ndjeungoue. The 21-year-old centre-back plays for MSK Zilina, a first division side in Slovakia. This park has also seen the comeback of Flavien Boyomo after his first ever call up for the double-header against Namibia counting

for the 2023 AFCON qualifiers. As for Jean-Charles Castelletto's non call up again, the coach said he had talked with him, admitted that he is getting more fit but however regretted the current difficult situation between the player and

his club coach. The midfield equally has a new boy in the person of Martin Atemengue Ndzie. The 21-year-old who began his professional career in home-based Renaissance of Ngoumou currently plays for FC Ashdod

The 24 Selected Players

Goalkeepers

- 1-Simon Ngapandouetnbu (Nîmes Olympique, France)
- 2-Simon Omosola (FC Saint Eloi, DR Congo)
- 3-André Onana (Manchester United, England)

Defenders

- 4-Christopher Wooh (Stade Rennais, France)
- 5-Jackson Tchatchoua (Hellas Verona, Italy)
- 6-Enzo Flavien Boyomo (CA Osasuna, Spain)
- 7-Nouhou Tolo (Seattle Sounders FC, USA)
- 8-Michael Ngadeu-Ngadjui (BJ Guoan, China)
- 9-James Ndjeungoue (MSK Zilina, Slovakia)
- 10-Guy-Marcelin Kilama (Hatayspor, Turkey)
- 11-Fai Collins (Without Club)

Midfielders

- 12- André-Franck Zambo Anguissa (Napoli, Italy)
- 13-Carlos Baleba (Brighton, England)
- 14-Olivier Ntcham (Samsunspor, Turkey)
- 15-Martin Hongla (Granada CF, Spain)
- 16-Pierre Kunde Malong (Dibba Al-Hisn SC, United Arab Emirates)
- 17-Martin Beautrel Atemengue Ndzie (FC Ashdod, Israel)

Attackers

- 18-Christan Bassogog (Al-Okhlood, Saudi Arabia)
- 19-Bryan Mbeumo (Brentford, England)
- 20-Boris Enow (D.C United, USA)
- 21-Franck Magri (Toulouse, France)
- 22-Vincent Aboubakar (Hatayspor, Turkey)
- 23-Patrick Soko (SD Huesca, Spain)
- 24-Nicolas Brice Moumi Ngamaleu (Dynamo Moscow, Russia)

Administrative Preparations Gather Steam

■ Minister Narcisse Mouelle Kombi chaired the first preparatory meeting ahead of the Cameroon-Kenya double-confrontation on September 4, 2024 in Yaounde.

The Indomitable Lions of Cameroon get back into action this October with the crucial double confrontation against Kenya. The Minister of Sports and Physical Education, Narcisse Mouelle Kombi chaired the first preparatory meeting to this effect on Friday September 4, 2024 in Yaounde. The conclave brought together partner administrations and all other institutions involved in the effective holding of the match. The first Vice President of Cameroon Football Federation, Céline Eko sat in for the President of the institution. At the end of the indoor meeting, stakeholders came up with resolutions whose bottom line objective is to ensure the smooth organisation of the match and the success of the national team. One of the major information that came out was that the training camp of the



Brainstorming to achieve success.

Indomitable Lions will begin today October 7, 2024 in Yaounde. Diving deep into the resolutions, FECAFOOT was tasked with ensuring optimal working conditions for the Lions squad and the technical staff. The federation is also expected to collaborate closely with hierarchy and partner administrations to guarantee the successful hosting of the matches.

Furthermore, FECAFOOT has been instructed to extend a warm welcome to the visiting Kenyan team and the Confederation of African Football (CAF) officials. The Head Coach of the national team has been urged to work in collaboration with FECAFOOT and maintain a harmonious atmosphere within the revised coaching staff. Other partner administrations and



Grand Prix Chantal Biya Wesley Van Dyck s'impose

■ Samedi dernier à Yaoundé, le coureur belge a revêtu le maillot jaune de cette 24e édition.

Monica NKODO

La Belgique, plus précisément la Flanders Region Team, a eu la mainmise sur le Grand Prix Chantal Biya 2024. Un de ses coureurs, Wesley Van Dyck, s'est imposé sur la « Petite reine » avec un temps global de 15h 19min 06 sec. Au classement général, il est suivi de l'Algérien Yacine Hamza qui perd son titre, et de son compatriote belge, Heylen Wannes. Les trois hommes forment le podium de ce Grand Prix Chantal Biya 2024 composé de cinq étapes. Wesley Van Dyck, 30 ans, réalise un exploit. C'est la première fois qu'il participe à une compétition de l'Union cycliste internationale (UCI) au Cameroun, et même sur le continent africain. Le parcours lui était totalement inconnu avant son arrivée en terre camerounaise. C'est avec émotion qu'il a revêtu le tout premier maillot jaune de sa carrière samedi dernier au Boulevard du 20 mai, en présence du ministre des Sports et de l'Éducation physique, Narcisse Mouelle Kombi, ainsi que de nombreux membres du gouvernement et des personnalités, conviés par Honoré Yossi, président de la Fédération camerounaise de cyclisme (Fécacyclisme).

La course a traversé les départements de la Haute-Sanaga, du Nyong-et-So'o et du Mfoundi dans le Centre, mais aussi du Dja-et-Lobo et de la Mvila dans le Sud. Au total, plus de 640 km ont été avalés par la soixantaine de cyclistes des 11 équipes ayant répondu présent à l'appel de cette 24e édition lancée par la Fédération camerounaise de



Wesley Van Dyck, vainqueur du Grand Prix Chantal Biya 2024.

cyclisme. La Belgique et l'Algérie ont remporté toutes les cinq étapes, ne laissant aucune miette à leurs concurrents. Si les Belges terminent avec la victoire finale, les Algériens eux, s'adjugent le titre de la meilleure équipe de la compétition. Leur participation remarquée a effacé les espoirs camerounais. Le premier Camerounais au classement général, Rodrigue Kuere Nounawe, vainqueur du tout récent Tour de Côte d'Ivoire, a pourtant tout tenté. Sur l'étape Sangmelima-Yaoundé, il fran-

chit la ligne d'arrivée à la troisième place, après avoir terminé deuxième jeudi dernier au terme du parcours Ebolowa-Sangmelima et d'une bataille âpre sur les derniers mètres avec l'Algérien Islam Mansouri. Clovis Kamzong Abossolo et Artuce Tella sont passés à côté de cette édition du Grand Prix Chantal Biya. Difficile de leur en vouloir, après la saison impressionnante réalisée par ces cyclistes camerounais notamment sur le Tour du Cameroun, le Tour de Côte d'Ivoire et le Tour

du Bénin. Seule satisfaction, de belles promesses pour l'avenir du cyclisme camerounais se révèlent en Kuere Nounawe et Steve Nguenim, tous les deux de la SNH Velo Club. Sans oublier ces coureurs de l'équipe nationale du Cameroun, souvent présents dans les échappées, mais dépassés par les performances de la concurrence. Des manquements à corriger, en attendant les prochaines échéances et la 25e édition du Grand Prix Chantal Biya.

in the Israeli Premier league. He is the only new face in the compartment compared to the last call ups.

In the attack, Brys is making good use of his experience folks as well as injecting new energy. One of the newcomers, Patrick Soko, is a member of this set. The 26-year-old plays for SD Huesca in the Spanish second division. Nicolas Mouri Brice Ngamaleu equally makes his comeback after he was left out in the previous list due to injury.



institutions were all urged to do all within their respective spheres for the good organization of the match especially at the level of health and security.

Céline Eko, the first vice president of FECAFOOT, assured the press that the relationship between the Ministry of Sports and Physical Education and the federation has been restored to a positive footing.

D.W.

Palmarès

Maillot jaune (vainqueur)
Wesley Van Dyck, Belgique

Maillot à pois (meilleur grimpeur)
Yacine Hamza, Algérie

Maillot vert (premier du classement par points)
Islam Mansouri, Algérie

Maillot blanc (meilleur jeune)
Amari Hamza, Algérie

Maillot bleu (meilleur Camerounais au classement général)
Rodrigue Kuere Nounawe, SNH Velo Club

Meilleure équipe
Algérie

Réactions

« J'ai réalisé un rêve »

■ Wesley Van Dyck, vainqueur du Grand Prix Chantal Biya 2024.

« Cette victoire représente quelque chose d'exceptionnel pour moi, car c'est la dernière compétition de ma carrière. Je me retire du cyclisme à la fin de cette année après 18 ans, pour me consacrer à ma famille. Je dois dire merci à mes coéquipiers de m'avoir aidé à réaliser le rêve de devenir maillot jaune sur une course d'envergure. Notre équipe a été forte, solide. C'est la première fois que je participe à une course en Afrique. Je suis venu au Grand Prix Chantal Biya grâce à mon coéquipier Wouters Rutger, habitué des courses en Afrique. Il m'a convaincu de m'inscrire et je l'ai suivi. C'était une très belle décision. Le Cameroun est un pays incroyable. »



« Une mission bien accomplie »

■ Honoré Yossi, président de la Fédération camerounaise de cyclisme.

« Au terme de cette 24e édition du Grand Prix Chantal Biya, j'ai un sentiment de satisfaction, de réussite, d'une mission bien accomplie. De Minta lundi dernier à ce samedi à Yaoundé, les choses se sont déroulées de la meilleure des manières. Je suis fier du déroulement de ces cinq étapes. Je remercie avant tout notre marraine, Mme Chantal Biya, qui comme toujours, n'a pas lésiné sur les moyens pour nous apporter son soutien. Je dis également un grand merci au chef de l'Etat, pour son appui au cyclisme et au sport camerounais en général. Il nous a accordé le soutien d'un hélicoptère qui a filmé toutes les étapes, mais aussi des camions militaires, entre autres éléments logistiques. »



« Les Belges étaient d'un niveau supérieur »

■ Martinien Tega, directeur sportif de SNH Velo Club.

« Nous avons fait de notre mieux, mais nous avons pour concurrents des cyclistes aguerris et bien rodés. Les Belges étaient d'un niveau supérieur, et cela nous a pris de court. En sport, on peut faire preuve de toute la volonté possible, mais le résultat ne suit pas. Nous sortons d'une campagne victorieuse en Côte d'Ivoire, et malgré toutes nos attaques dans les échappées, nous n'avons pas réussi à remporter ne serait-ce qu'une étape ici. Il faut comprendre que nous étions les hommes à abattre. Nous allons renforcer notre équipe, afin de consolider tous les compartiments et revenir plus forts. »



Propos recueillis par MN

Libya ICC Issues Arrest Warrants For Six Suspects

The International Criminal Court (ICC) has unsealed arrest warrants for six men allegedly connected to the notorious Al Kaniyat militia, responsible for a series of brutal killings and other crimes in Tarhunah, a strategic town in Western Libya. The town gained international attention after mass graves were discovered in 2020, following the militia's retreat. ICC Prosecutor Karim Khan stated that his investigation had uncovered evidence suggesting that the residents of Tarhunah were subjected to acts of violence amounting to war crimes, including murder, torture, sexual violence and rape. Three of the suspects are believed to have been senior leaders of the Al Kaniyat militia, which controlled Tarhunah from 2015 until June 2020.

Tunisia Presidential Election Millions Cast Their Votes

Tunisians voted Sunday in a presidential election largely expected to see incumbent Kais Saied secure another five years in office while his main critics including one contender are behind bars. Three years after Saied staged a sweeping power grab, the election is seen as a closing chapter in Tunisia's short-lived experiment with democracy. After ousting longtime dictator Zine El Abidine Ben Ali in 2011, Tunisia prided itself for more than a decade on being the birthplace of the Arab Spring uprisings against dictatorship. The ISIE electoral board has said about 9.7 million people were expected to turn out. About 47 percent of them are aged between 36 and 60. At one polling station in central Tunis, a group of mostly older men were seen queueing up to vote.

Zimbabwe 20 Million Dollars To Compensate Farmers

The Zimbabwean government is set to disburse an initial payment of US\$20 million this month to compensate both foreign white and local Black farmers who lost land due to farm invasions during former President Robert Mugabe's administration, according to Finance Minister Mthuli Ncube, as reported by Reuters. This compensation is part of the government's 2024 budget initiative aimed at revitalizing the nation's agricultural sector and supporting overall economic recovery. Most of the farms seized were previously owned by white commercial farmers, following the colonial era when land was forcibly taken from Black Zimbabweans in the early 20th century. The upcoming compensation package will include payments to foreign farmers from countries like Belgium and Germany, as well as 400 local Black farmers.

Nouvelle mission de l'Union africaine en Somalie

Cinq pays partenaires font pression

■ Dans un communiqué conjoint, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, les Emirats arabes unis, La Turquie et le Qatar demandent des objectifs clairs.

Jeanine FANKAM

Cinq pays partenaires de la Somalie viennent de rappeler l'urgence de mettre en place les conditions pour une nouvelle mission de l'Union africaine (UA) dans ce pays. La « Quinte pour la Somalie » composée des États-Unis, du Royaume-Uni, des Émirats arabes unis, de la Turquie et du Qatar, constatant que dans deux mois, en décembre, la Mission de maintien de la paix de l'UA (Atmis) aura terminé son retrait, redoute un retard dans la mise en place de la nouvelle structure. Cette nouvelle mission, toujours dirigée par l'UA et qui remplacera Atmis en Somalie à partir de janvier 2025 sera connue sous le nom de Mission de soutien et de stabilisation de l'Union afri-

caine en Somalie (Aussom). Ce n'est qu'en août dernier que le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a adopté la feuille de route de l'Aussom. Au cours de ladite réunion, l'institution avait encouragé les États membres en mesure de le faire, de contribuer à l'Aussom en soulignant la nécessité pour les pays contributeurs de troupes de respecter les principes de la mission tels qu'énoncés dans la feuille de route. « L'importance d'un financement prévisible, durable et adéquat de l'Aussom » avait également été souligné. Le Conseil de Paix et de sécurité de l'Union africaine avait aussi insisté sur la nécessité d'un mécanisme de financement spécifique par le biais des contributions statutaires des Nations unies « afin d'éviter les défis financiers récurrents auxquels ont été confrontées



Une mission de l'UA en Somalie

les missions précédentes ». Pour l'heure, l'Égypte et Djibouti se sont portés volontaires pour contribuer en termes de troupes. Dans le cadre de la coopération bilatérale, l'Égypte a déjà envoyé, à deux reprises, des armes à Mogadiscio, depuis début septembre. Cependant,

la situation est compliquée, en raison des tensions croissantes entre la Somalie, l'Égypte et l'Éthiopie. Addis-Abeba tente de sécuriser un accès à la mer grâce au Somaliland, un territoire indépendantiste revendiqué par la Somalie. L'établissement de la coopération entre l'Éthiopie et

le Somaliland irrite Mogadiscio. D'autre part, la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil est cause d'une « guerre froide » entre Addis-Abeba et le Caire. L'Éthiopie ne verra sûrement pas d'un bon œil l'arrivée de troupes égyptiennes à ses frontières.

South Sudan-Uganda Project To Construct Two Dams Afoot

■ It is estimated at \$96 million, with \$36 million allocated for the construction of a dam inside South Sudan.

Eldickson AGBORTOGO

South Sudan's Minister of Water Resources and Irrigation Pal Mai Deng has submitted a memo to the Council of Ministers under the Nyemur/Limur Multi-Purpose Water and Resource Development Project, outlining plans to construct two dams in South Sudan and Uganda. The project was presented by the Minister of Water Resources and Irrigation, on October 3, 2024 during a cabinet meeting chaired by President Salva Kiir Mayardit. The Nyemur/Limur Project, a joint initiative between South Sudan and Uganda, aims to

build dams for irrigation and water supply in both countries. The total cost of the project has been estimated at \$96 million, with \$36 million allocated for the construction of a dam inside South Sudan. Speaking to reporters after the cabinet meeting, Jacob Maiju Korok, the Deputy National Minister of Information stated that, after thorough discussions at the Council of Ministers, the validation of the project has been deferred with specific recommendations for the minister of water resources and irrigation to identify specific areas of the project and also carry out further consultations with other stakeholders, including communi-

ties that are likely to be directly impacted by the project, before any final decision can be passed.

The White Nile River, the longest in Africa originates from Uganda, it passes through South Sudan then Sudan and Egypt. The River is a major resource for the countries through which it passes, it facilitates river transport, fishing business and hydro-power supply. Since independence, the government of South Sudan has not invested much on the Nile River. Meanwhile, the presentation of the project comes months after the Minister of Investment, Dr. Dhieu Mathok Diing said during the Central Equatoria Business Union's Juba Economic Forum that the country does not have the necessary finance for the project, adding that it needed a cost of two billion United States dollars. "The government has initially rejected paying the 15-20% advance payment due to the fact that there is no sufficient budget for the project," he told Citizenship Daily Newspaper.

Bulletin

Time For Justice

On 4 October 2024, the Pre-Trial Chamber I of the International Criminal Court granted the Prosecutor's request to unseal six arrest warrants issued in Libya on 6 April 2023 and 18 July 2023 against six suspects. The arrest warrants concern war crimes allegedly committed in Tarhunah, including murder, outrages upon personal dignity, cruel treatment, torture, sexual violence and rape. Three of the six suspects are prominent members of the Al Kaniyat militia that controlled Tarhunah from 2015 to June 2020, when government forces ousted them from the city. Three other suspects were in the Libyan security sector and were associated with the Al Kaniyat militia at the time of the alleged crimes. Since June 2020, hundreds of bodies have been exhumed from mass graves in and around Tarhunah, allegedly victims of the Al Kaniyat militia. The Chamber's decision to issue and unseal the six warrants is an important moment in the collective work of the Court to deliver justice and accountabi-

lity for crimes committed in Libya. Through its investigations to date, the office has received a wide range of credible information indicating that Tarhunah residents have been subjected to crimes amounting to war crimes, including murder, outrages upon personal dignity, cruel treatment, torture, sexual violence, and rape. Most of these information were made available to ICC in 2022. In the Tarhunah region, it is common to hear account of mothers who no longer wished to live in their homes due to the pain caused by the memories of their sons being taken from them before their eyes. Today most of the people believe it is time for justice. Time to bring the criminals before the Court. Though the ICC does not have a police force and relies on cooperation from its 124 member states to enforce the arrest warrants, the Libyan people are highly expected to work closely with ICC authorities so that the suspects are arrested and made to pay before the court of law.

E. A